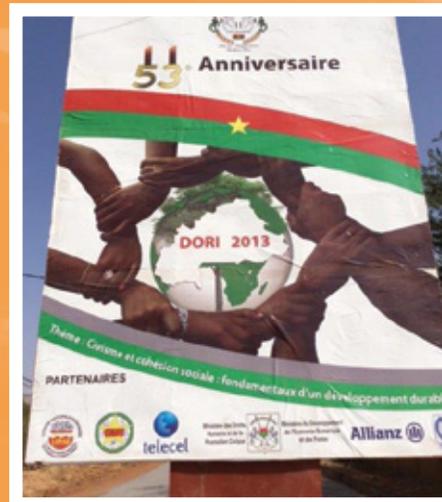




juin 2014

Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso

Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale



Copyright © 2014 Global Center on Cooperative Security
Tous droits réservés

Pour les demandes de permission, s'adresser à l'éditeur :
129 S. Main Street, Suite 1
Goshen, IN 46526
USA

Conception graphique : Cutting Edge Design
Photographies de la couverture (dans le sens des aiguilles d'une
montre à partir du coin supérieur gauche) : 1. Helge Fahrnbereger,
<http://www.helge.at>, 2. Peter Romaniuk (aucun endossement par les
sponsors figurant sur le poster n'est implicite), 3. UN Photo/Mark
Garten, 4. Peter Romaniuk.

Suggestion de citation : Augustin Loada et Peter Romaniuk, « Prevent-
ing Violent Extremism in Burkina Faso: Toward National Resilience
Amid Regional Insecurity », Global Center on Cooperative Security, juin
2014.

www.globalcenter.org

Ce projet est financé par le Ministère des Affaires étrangères du Danemark.

Les résultats, interprétations et conclusions présentées dans ce document appartiennent uniquement aux auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues des sponsors gouvernementaux.

Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso

Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale

AUTEURS

Augustin Loda est directeur exécutif du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), une organisation burkinabè qui effectue des recherches sur la gouvernance et la démocratisation. Il dirige les programmes de doctorat et a occupé le poste de doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques à l'Université Ouaga 2. Il enseigne également le droit public et les sciences politiques à l'Université de Ouagadougou depuis 1995. Il a bénéficié d'une bourse Fulbright de chercheur invité à l'Université de Boston en 2000 et du statut de visiteur international en 2008.

Peter Romaniuk est membre senior au bureau new-yorkais du Global Center. Il occupe aussi un poste de professeur associé de sciences politiques au John Jay College of Criminal Justice de la City University de New York. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Multilateral Counter-terrorism: The Global Politics of Cooperation and Contestation* (2010). Il est diplômé (avec mention) de l'Université d'Adélaïde en Australie, où il a également obtenu une licence en droit (avec mention). Il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en sciences politiques de la Brown University.

REMERCIEMENTS

Augustin remercie Karim Saïdou et Sampana Leon pour leur aide pendant la collecte des données. Peter est reconnaissant à Ingrid Metton et particulièrement à Maria Benson pour leur assistance pendant les recherches. Merci aussi à Danielle Cotter qui ont contribué recherche et participé aux travaux de terrain pour ce rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes et abréviations	vii
Note de synthèse	ix
Introduction	1
Analyse de l'extrémisme violent au Burkina Faso : théorie et méthode	7
Facteurs incitatifs	13
Facteurs d'attraction	25
Sources de résilience	33
Conclusions et recommandations	39
Encadrés	
1. Récapitulatif des facteurs menant à l'extrémisme violent	8
2. Données statistiques sur le Burkina Faso	17
Figure	
1. Carte de Burkina Faso	5

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CES	Conseil Économique et Social du Burkina Faso
CFA (franc)	Franc de la Communauté Financière Africaine
CGCC	Center on Global Counterterrorism Cooperation (Centre de coopération mondiale antiterroriste)
CVE	Lutte contre l'extrémisme violent
DSB	Defense Science Board (Bureau du Département américain de la Défense)
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
GAFI	Groupe d'action financière
GCTF	Forum mondial antiterroriste
PIB	Produit intérieur brut
GIABA	Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest
ICG	International Crisis Group
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation non gouvernementale
REN-LAC	Réseau national de lutte anti-corruption
ONU	Organisation des Nations Unies
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
USAID	Agence des États-Unis pour le développement International

NOTE DE SYNTHÈSE

Le Burkina Faso a la réputation d'un pays relativement paisible et stable dans une région instable. L'extrémisme violent a touché d'autres États du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, surtout dans le contexte du conflit au Mali et de la montée de la violence terroriste au nord du Nigéria. En raison de sa relative stabilité, le Burkina Faso a attiré moins d'attention que ses voisins dans les débats internationaux et régionaux sur la sécurité. Pourtant, le maintien d'une paix et d'une sécurité relatives au Burkina Faso devrait constituer une priorité pour toutes les parties prenantes; et sa stabilité reste relative et non absolue. Une crise au Burkina Faso coûterait très cher aux Burkinabè et à toute la région. Identifier les sources de paix et de sécurité relatives au Burkina Faso pourrait fournir des enseignements en vue d'élaborer des mesures de lutte contre l'extrémisme violent dans la région et au-delà.

Cette étude pose la question suivante : quelle est l'ampleur de l'extrémisme violent au Burkina Faso aujourd'hui ? Quelles sont les origines de l'extrémisme violent ou ses sources probables ? Quelles sont les sources de résilience contre l'extrémisme violent au Burkina Faso ? Pour répondre à ces questions, nous avons entrepris une vaste recherche documentaire et, surtout, un travail sur le terrain avec des entretiens approfondis, des réunions de groupes de discussion rassemblant une large diversité d'acteurs dans cinq villes du pays, et la collecte d'un volume significatif de données originales.

Nous en avons déduit que le Burkina Faso était vulnérable face à la menace de l'extrémisme violent en raison

de la prévalence de conditions structurelles, ou « facteurs incitatifs », qui alimentent le risque d'extrémisme violent dans le pays. Il s'agit de facteurs politiques tels que la corruption endémique et l'impunité des élites ; de facteurs sociaux liés aux frustrations face aux attentes, au relatif dénuement et aux besoins sociaux et économiques non satisfaits ; et de facteurs culturels, y compris religieux.

Mais malgré la présence de ces facteurs incitatifs, nous n'avons trouvé que peu de traces d'extrémisme à l'échelon individuel ou de groupes. Nous avons recherché des « facteurs d'attraction » résultant des retombées de la violence extrémiste à l'échelon régional, de la radicalisation des individus ou des groupes au niveau national et de la présence d'extrémistes étrangers venus d'autres régions. Nous avons trouvé quelques cas de participation burkinabè à des activités extrémistes, mais il nous a semblé qu'il s'agissait d'incidents isolés. Les quelques preuves d'implication burkinabè dans des activités extrémistes que nous avons repérées semblent indiquer que cette implication résulte d'initiatives de recrutement organisées par des groupes extrémistes régionaux bien établis, mais nous ne pouvons affirmer qu'il s'agit là d'une véritable tendance.

Autrement dit, si le Burkina Faso est effectivement vulnérable à l'extrémisme violent, la menace ne paraît pas imminente. La prévalence des facteurs incitatifs s'accompagne d'une quasi-absence de facteurs d'attraction. Dans une certaine mesure, cette situation résulte des actions émergentes de lutte contre le terrorisme élaborées par le gouvernement du Burkina Faso pour gérer

cette vulnérabilité, souvent avec l'appui de partenaires régionaux ou internationaux. Les sources de résilience sont nombreuses au Burkina Faso. Elles proviennent de l'État et de la société civile et fournissent aux parties prenantes un socle pour agir et prévenir l'extrémisme violent au Burkina Faso.

Nous recommandons à toutes les parties prenantes — au gouvernement du Burkina Faso, aux gouvernements bailleurs et à la société civile — de prendre des mesures afin de promouvoir le développement et la cohésion sociale en vue d'accroître la résilience. Il peut s'agir d'initiatives visant à améliorer la gouvernance, à

résoudre les revendications identitaires et à renforcer les capacités de l'État burkinabè à lutter contre l'extrémisme violent, ou de mesures pour développer la place de la société civile dans des secteurs clés tels que l'éducation, avec des acteurs clés, notamment la jeunesse.

À court terme, une transition politique réussie en 2015 et une réponse plus solide aux griefs exprimés par la population constituent le meilleur moyen de maintenir la paix et la stabilité, et d'atténuer les effets des conditions structurelles qui, autrement, pourraient conduire au conflit et à l'extrémisme violent.

INTRODUCTION

En juin 2013, l'ancien Premier ministre italien Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahel, a présenté au Conseil de sécurité de l'ONU une stratégie intégrée de sécurité pour le Sahel. Si c'est la situation au Mali qui, à juste titre, a retenu l'attention internationale cette année, avec pour conséquences l'intervention militaire de la France et le déploiement de missions d'appui par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Nations Unies, M. Prodi a affirmé devant le Conseil de sécurité que « la situation au Mali est clairement perçue par tous comme symptomatique de ce qui se produira ailleurs au Sahel si aucune réponse n'est apportée en temps voulu aux défis qui se posent dans toute la région du Sahel »¹. Le rapport du Secrétaire général sur la situation au Sahel laisse peu de doute quant à l'ampleur et à la complexité des problèmes dans la région : « L'environnement de sécurité reste fragile au Sahel. La menace terroriste, les trafics et le crime organisé exigent une réponse globale. Nous devons ensemble nous concentrer simultanément sur la sécurité, la diplomatie et le développement, en tenant compte des menaces et des opportunités à l'échelon subrégional et au plan régional... Nous n'avons pas le choix, nous devons agir »². La stratégie

intégrée repose sur quatre piliers : la gouvernance, la sécurité, l'aide humanitaire et les programmes de développement. Parmi la multitude d'organismes régionaux et internationaux chargés de mettre cette stratégie en œuvre, les mécanismes de lutte contre le terrorisme des Nations Unies tiennent une place majeure aux côtés d'autres acteurs de la sécurité et du développement. Parmi les cinq pays du Sahel où les besoins sont les plus pressants selon M. Prodi figure le Burkina Faso³.

Comme le suggère la déclaration de M. Prodi, le Burkina Faso présente de nombreux points communs avec ses voisins. Le plus urgent concerne le niveau élevé de pauvreté et de sous-développement dans tous les États de la région, avec toutes les conséquences qui en découlent pour la sécurité des populations. En 2013, le Burkina Faso était classé 183e sur 186 pays selon l'Indice de développement humain, un rang derrière le Mali, un rang avant le Tchad, et avec le Niger en dernière place⁴. Les Burkinabè, à l'instar des habitants d'autres États du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ont le sentiment très marqué que leur gouvernement est corrompu⁵. Selon l'organisation Freedom House, le Burkina Faso et ses voisins, à l'exception du Ghana et du Bénin, sont « partiellement libres » alors que d'autres

1 Conseil de sécurité de l'ONU, S/PV.6988, 26 juin 2013, p. 2.

2 Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 11.

3 Les autres pays concernés sont le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Conseil de sécurité de l'ONU, S/PV.6988, 26 juin 2013, p. 2.

4 Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2013 ; L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, 2013, p. 144, tableau 1, http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/14/hdr2013_en_complete.pdf.

5 Transparency International, *Indice de perception de la corruption 2013*, n.d., <http://cpi.transparency.org/cpi2013/results/>. Le Burkina Faso se classe au 83e rang sur 177 dans l'indice. Il est dépassé par le Ghana, au 63e rang, mais surpasse légèrement ses autres voisins.

pays du Sahel, par exemple la Mauritanie et le Tchad, ne sont « pas libres »⁶. Selon les indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, qui évaluent la voix citoyenne et la responsabilité, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, l'État de droit et d'autres facteurs, les États du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest se classent en permanence dans le tiers inférieur des pays examinés⁷. Les États de la région semblent partager un destin commun à tous les points de vue.

Parallèlement, le Burkina Faso présente toutefois une différence par rapport aux autres pays, à au moins un égard. Bien que les deux décennies après l'indépendance aient été marquées par des troubles et des bouleversements, le Burkina Faso s'est taillé une réputation de paix et de stabilité politique relatives. Le président Blaise Compaoré a pris le pouvoir en 1987 par un coup d'État et, aux termes de la Constitution actuelle, il devrait terminer son second et dernier mandat quinquennal de président civil en 2015. Pendant les 27 ans de son règne, le Burkina Faso n'a connu ni guerre civile, ni conflit armé, ni terrorisme. À cet égard, il diffère fondamentalement de ses voisins. Le fait le plus marquant a été la longue rébellion des Touaregs du nord du Mali, qui a permis à des groupes extrémistes régionaux de revendiquer un territoire en 2012 avant l'intervention française et la réponse multilatérale. La Côte d'Ivoire est en proie à la guerre civile et à la violence depuis plus de dix ans ; le dernier épisode a éclaté lorsque le président de l'époque, Laurent Gbagbo, aujourd'hui détenu à la Cour internationale de La Haye, a refusé de reconnaître les résultats de l'élection d'octobre 2010. Au Mali et en Côte d'Ivoire, des mécanismes formels visant à faciliter le dialogue et la réconciliation post-conflit ont été mis en place. Pendant ce temps-là, au nord du Nigéria tout proche, les attentats

menés par le groupe islamiste Boko Haram ont gagné en fréquence et en sophistication. Certaines analyses suggèrent que Boko Haram et ses alliés du groupe dissident Ansaru ont utilisé leurs liens avec d'autres groupes extrémistes, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), deux organisations actives au Mali⁸. Les crises au Mali et dans le nord du Nigéria ont eu des répercussions sur la sécurité au Niger, qui a connu des rébellions touarègues dans le passé. Face à la recrudescence d'incidents violents et de rapt d'étrangers, les gouvernements occidentaux ont renforcé leurs engagements de sécurité au Niger, notamment par une assistance accrue au gouvernement nigérien et l'implantation d'une base d'opérations pour les drones américains dans la région⁹.

De ce point de vue, le fait que le Burkina Faso a réussi à éviter la violence extrémiste et un conflit armé prolongé est tout à fait remarquable. Au vu de la gravité des crises dans d'autres pays, la communauté internationale s'est moins préoccupée du Burkina Faso que des États voisins. Ce rapport repose sur l'idée que la paix et la stabilité relatives au Burkina Faso devraient être mieux comprises et occuper une place plus importante dans l'agenda régional et international. Maintenir la paix et la stabilité relatives au Burkina Faso devrait être une priorité pour toutes les parties prenantes. En effet, une crise dans le pays aurait des effets déstabilisants et coûteux pour les Burkinabè et pour la région. Identifier les sources de paix et de stabilité relatives au Burkina Faso peut fournir des enseignements utiles pour élaborer des mesures de lutte contre l'extrémisme violent dans la région et au-delà.

Les recherches passées ont identifié le Burkina Faso, sans surprise, comme un cas d'école pour comprendre

6 Freedom House, *2014 Freedom in the World*, n.d., <http://www.freedomhouse.org/report-types/freedom-world>.

7 Voir *Indicateurs de gouvernance dans le monde*, n.d., <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home>.

8 Jacob Zenn, *Boko Haram's Evolving Tactics and Alliances in Nigeria*, CTC Sentinel 6, n° 6 (juin 2013) : 10–16.

9 International Crisis Group (ICG), *Niger: Another Weak Link in the Sahel?*, Africa Report, n° 208 (19 septembre 2013), <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/niger/208-niger-another-weak-link-in-the-sahel-english.pdf> ; Eric Schmitt, *Drones in Niger Reflect New U.S. Tack on Terrorism*, New York Times, 11 juillet 2013, p. A3.

la prévention des conflits en général¹⁰. Par extension, nous proposons de voir le Burkina Faso comme un cas d'école pour comprendre en particulier comment prévenir le terrorisme. Il est d'autant plus important de se focaliser aujourd'hui sur le Burkina Faso que les niveaux actuels de paix et de stabilité sont relatifs, et non absolus. La grande majorité des habitants du Burkina Faso confirme l'existence d'une série de conflits sociaux, ce qui a amené une étude récente à conclure que : « le Burkina Faso n'est plus le havre de paix et de sécurité qu'il semblait être dans le passé »¹¹. Les signes d'instabilité et de troubles se multiplient dans le pays¹². Depuis les manifestations de protestation suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998, la fréquence des manifestations et les risques de dérapages violents se sont accrus. La mort d'un étudiant qui avait été frappé par la police à Koudougou en février 2011 a suscité des tensions pendant trois mois dans tout le pays. À la surprise des observateurs, certains militaires se sont mutinés au point de forcer le président Compaoré à quitter la capitale un moment. Dans ce contexte, des inquiétudes pointent quant à savoir si le niveau historique de cohésion sociale peut perdurer ou si les nombreux clivages sociaux vont conduire à une situation de conflit au détriment de la paix. La proximité de groupes terroristes actifs dans les pays voisins a fait naître des spéculations sur la possibilité de violences à venir au Burkina Faso, influencées par l'extrémisme. Simultanément, le risque de voir déborder les conflits régionaux jusqu'au Burkina Faso constitue également une source de préoccupation. Il est arrivé au moins une fois que le MUJAO évoque Ouagadougou comme une cible d'attentat suicide à la bombe¹³.

Les défis économiques et sociaux du Burkina Faso sont complexes et multidimensionnels, et doivent être

envisagés dans le contexte politique actuel du pays. L'incertitude profonde quant à la transition politique à venir en 2015 aggrave les menaces qui pèsent sur la cohésion sociale. L'établissement d'un Sénat en mai 2013 est vu par certains comme une manœuvre du président Compaoré en vue d'amender l'article 37 de la Constitution, pour éliminer la limitation du nombre de mandats et lui permettre de se représenter à l'élection présidentielle. Le parti du président a enregistré des défections massives début janvier 2014, suivies de vastes manifestations pacifiques dans tout le pays pour protester contre la suppression de la limitation du nombre de mandats ; cela confirme l'idée que le Burkina Faso est aujourd'hui à un tournant de son évolution politique. En conséquence, dans l'immédiat, la menace la plus sérieuse pour la paix et la stabilité au Burkina Faso ne provient pas de l'extrémisme violent, mais de l'incapacité à gérer la transition politique. Une transition politique réussie aurait une importance symbolique considérable, et serait un premier pas essentiel vers la résolution de griefs anciens et répandus dans la population. En revanche, l'échec de la transition politique ne ferait qu'aggraver les griefs existants. Dans ce cas, l'attractivité des discours extrémistes violents pourrait s'intensifier. Les élites burkinabè doivent en priorité s'efforcer de maintenir la paix, la stabilité et la cohésion sociale à l'approche de 2015, et ce pour de multiples raisons, dont la prévention de la progression de l'extrémisme violent.

Dans ce contexte, le rapport examine les trois questions suivantes :

- Quelle est l'ampleur de l'extrémisme violent au Burkina Faso aujourd'hui ?
- Quelles sont les origines de l'extrémisme violent ou ses sources probables ?

10 Mary B. Anderson et Marshall Wallace, *Opting Out of War: Strategies to Prevent Violent Conflict* (Boulder, Colo.: Lynne Rienner, 2013) ; Mark Canavera, *The Spirit of Forgiveness: Tradition, Leadership and Strategies for Social Cohesion in Burkina Faso*, CDA Collaborative Learning Projects, décembre 2006, <http://www.cdacollaborative.org/media/88186/STEPS-The-Spirit-of-Forgiveness-Tradition-Leadership-and-Strategies-for-Social-Cohesion-in-Burkina-Faso.pdf>.

11 Eloïse Bertrand, Adrien Sindayigaya et Bruno Deceukelier, *Identifying Opportunities for Civil Society-Led Conflict Resolution in Burkina Faso: Final Report*, Search for Common Ground, septembre 2013, p. 4, http://www.sfcg.org/programmes/it/evaluations/BRK_NED%20Burkina_final%20report%20EN.pdf.

12 Voir ICG, *Burkina Faso: With or Without Compaoré, Times of Uncertainty*, Africa Report, n° 205 (22 juillet 2013), [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/burkina-faso/205-burkina-faso-with-or-without-compaore-times-of-uncertainty-english.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/west-africa/burkina-faso/205-burkina-faso-with-or-without-compaore-times-of-uncertainty-english.pdf).

13 Ibid., p. 36 (citant « Le Mujao annonce de prochains attentats à Bamako, Ouagadougou et Niamey » Agence France-Presse, 23 février 2013). Pour une estimation annuelle de la menace terroriste dans le pays, reportez-vous au document du Département d'État américain intitulé *Country Reports on Terrorism 2012: Africa*, 30 mai 2013, <http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2012/209979.htm>.

■ Quelles sont les sources de résilience contre l'extrémisme violent au Burkina Faso ?

Pour y répondre, nous avons mené de vastes études documentaires et de terrain, incluant des entretiens et des groupes de discussion dans cinq villes du pays. Pour comprendre les facteurs qui alimentent l'extrémisme violent, nous nous appuyons sur la documentation disponible sur le sujet et sur un cadre de travail qui établit différents niveaux d'analyse et fait la distinction entre les « facteurs incitatifs » (c.-à-d. les conditions structurelles ou « caractéristiques de l'environnement sociétal supposées entraîner les personnes vulnérables sur le chemin de la violence ») et les « facteurs d'attraction » (c.-à-d. les motivations individuelles et les dynamiques de groupe qui soulignent l'importance du facteur humain dans le processus de radicalisation)¹⁴.

Nous avons constaté que le Burkina Faso était vulnérable face à l'extrémisme violent. Les conditions structurelles favorisant le risque d'extrémisme violent sont prévalentes dans le pays. Ce sont à la fois des conditions économiques, surtout la pauvreté, le sous-développement et le chômage, et des facteurs politiques liés à la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance. Lors de nos entretiens aux quatre coins du pays, nous avons noté un mécontentement étendu et profond à l'égard des conditions économiques et politiques du Burkina Faso, qui alimente une variété de griefs spécifiques en relation, par exemple, avec l'éducation, ainsi que la prévalence de clivages sociaux liés à certaines tensions inter- et intracommunautaires, à des conflits entre fermiers et bergers ou à des litiges fonciers, notamment concernant des mines.

Malgré ce risque généralisé, la menace d'extrémisme violent au Burkina Faso n'est pas imminente et reste faible comparé aux pays voisins. Il est rare que les Burkinabè tombent dans l'extrémisme pour exprimer leurs revendications. Bien qu'il existe des clivages identitaires

ayant parfois entraîné des tensions, ils n'ont pas engendré de violence prolongée comme en Côte d'Ivoire, au Mali ou au Nigéria. Nous avons trouvé des preuves anecdotiques, mais cohérentes, confirmant la participation de Burkinabè à des conflits régionaux aux côtés de groupes extrémistes, l'entrée d'extrémistes régionaux dans le pays ainsi que la présence d'extrémistes étrangers, c'est-à-dire venus d'autres régions. Même si plusieurs personnes interrogées avaient entendu parler de tels cas, nous avons eu l'impression qu'il ne s'agissait pas de phénomènes à grande échelle. De même, nous avons identifié plusieurs mécanismes au niveau communautaire, à la fois formels et informels, destinés à identifier et gérer le risque d'extrémisme violent et dans certains cas, la présence d'extrémistes. Au-delà des actions gouvernementales de lutte contre le terrorisme, qui se sont nettement intensifiées après l'intervention française au Mali, on relève au Burkina Faso plusieurs sources de résilience qui ont ralenti la progression de l'extrémisme violent. Ces sources de résilience prennent racine au sein de l'État et de la société civile.

La présente étude se focalise sur l'extrémisme violent au Burkina Faso, mais nos conclusions confirment celles d'autres études plus générales sur la paix et la stabilité au Burkina Faso. Selon des recherches récentes, cette stabilité a reculé et a changé au fil du temps avec l'évolution de l'équilibre des pouvoirs entre les différents groupes d'élites burkinabè incluant les partis politiques, les syndicats, les dirigeants traditionnels, l'armée et les hommes d'affaires qui se répartissent les privilèges. Toutefois, la coalition dominante est affaiblie par des pressions internes et externes, et la stabilité devient de plus en plus fragile¹⁵. Une étude estime que le risque général de conflit augmente : « Les frustrations sociales, économiques et politiques de la population – et notamment de la jeunesse – ainsi que les différends concernant les ressources naturelles, surtout concernant des terres – nous font craindre une intensification de ... conflit »¹⁶. En effet, on entend communément des pré-

14 Guilain Denœux et Lynn Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*, U.S. Agency for International Development (USAID), février 2009, p. iii, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnadt978.pdf.

15 Estelle Koussoubé et al., *Political Economy of Growth and Poverty in Burkina Faso: Power, Institutions and Rents*, Développement Institutions and Mondialisation, DT/2014-01, janvier 2014.

16 Bertrand, Sindayigaya and Deceukelier, *Identifying Opportunities for Civil Society-Led Conflict Resolution in Burkina Faso*, p. 33.

dictions de violence au cas où le président Compaoré chercherait à prolonger son mandat¹⁷. De même, l'organisation International Crisis Group annonce un « risque réel » de crise sociopolitique et la menace d'une « explosion sociale », mais note également le contraste entre le Burkina Faso et ses voisins en affirmant qu'il est « peu probable que l'émergence de ... mouvements religieux extrémistes constitue une menace sérieuse dans l'avenir proche »¹⁸. Une étude sur l'extrémisme violent au Burkina Faso estime que le risque d'implantation de l'extrémisme à court terme est « négligeable ». Elle constate aussi que la présence du fondamentalisme islamique n'est décelée que par de « faibles signes » au Burkina Faso¹⁹.

Nos résultats concourent au consensus naissant autour de la nécessité d'une action préventive en vue de maintenir la paix et la stabilité au Burkina Faso. Dans la section qui suit, nous définissons les principaux termes, nous élaborons notre cadre d'analyse et nous décrivons notre méthodologie, axée sur les entretiens et les groupes de discussion pour la collecte de données qualitatives.

Les sections suivantes s'intéressent aux facteurs incitatifs et aux facteurs d'attraction en lien avec l'extrémisme violent au Burkina Faso. Nous affirmons qu'en dépit d'une vulnérabilité largement reconnue face à

Figure 1. Carte du Burkina Faso



Source : Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

l'extrémisme violent, la menace n'est pas imminente. Pour préciser les notions de paix et de stabilité, nous consacrons une section distincte aux sources de résilience au Burkina Faso. Nous décrivons ces sources qui s'enracinent dans l'État et la société civile, et qui ont contribué à la cohésion sociale.

En conclusion, nous proposons une série de recommandations aux parties prenantes pour continuer à traiter les facteurs structurels qui ont engendré le mécontentement élevé dans la population et pour déterminer quels soutiens spécifiques apporter afin de renforcer la résilience contre l'extrémisme violent au Burkina Faso. Puisque le Burkina Faso n'a pas été victime de violences terroristes, la prévention doit être l'objectif prioritaire des politiques et des programmes à venir.

17 Amel Baily, *Burkina Faso President's Re-election Bid Could Spark 'Social Explosion'*, Africa Review, 19 février 2014, <http://www.africareview.com/News/The-problem-with-Compaores-reelection-bid/-/979180/2212406/-/1hiourz/-/index.html> ; Sten Hagberg, *Burkina Faso: Is President Compaoré Finally on the Way Out?*, Think Africa Press, 15 janvier 2014, <http://thinkafricapress.com/burkina-faso/enough-enough-compaore-long-rule>.

18 ICG, *Burkina Faso*, pp. i, 35.

19 William F.S. Miles, *Deploying Development to Counter Terrorism: Post-9/11 Transformation of U.S. Foreign Aid to Africa*, African Studies Review 55, n° 3 (décembre 2012) : 41 (citant William F.S. Miles et al., *Strengthening Stability Through Development in Burkina Faso*, USAID, septembre 2010).

Cette étude porte sur l'atelier consacré à la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel, animé par le Burkina Faso et le Danemark à Ouagadougou en avril 2013. Il a reçu l'appui du Forum mondial antiterroriste (GCTF) et a été organisé par le Center on Global Counterterrorism Cooperation²⁰. Le programme d'action adopté contient une série de propositions pour faire progresser l'objectif de la lutte contre l'extrémisme violent dans la région. Parmi ces propositions figure la recommandation de procéder à des évaluations nationales pour aider les décideurs à réfléchir aux réponses à l'extrémisme violent²¹. Dans la

même perspective, il convient de rappeler la conclusion de l'envoyé spécial Romano Prodi lors de sa déclaration devant le Conseil de sécurité de l'ONU où il avertissait que « nous ne pouvons pas oublier le Sahel sous peine d'être confrontés à d'autres Mali »²². Notre objectif dans ce rapport, hormis de maintenir le Sahel et le Burkina Faso en bonne place dans l'agenda international, est aussi de veiller à ce que les conditions de la paix et de la stabilité au Burkina Faso soient clairement identifiées et ensuite soutenues vigoureusement par les acteurs concernés à l'échelon local, national et régional ainsi que sur la scène internationale.

20 Voir <http://www.thegctf.org>. Jusqu'en mars 2014, le Global Center on Cooperative Security était appelé Center on Global Counterterrorism Cooperation (CGCC).

21 CGCC, *Countering Violent Extremism and Promoting Community Engagement in West Africa and the Sahel: An Action Agenda*, juillet 2013, <http://globalcenter.org/wp-content/uploads/2013/07/Action-Agenda-ENG.pdf>.

22 Conseil de sécurité de l'ONU, S/PV.6988, 26 juin 2013, p. 4.

ANALYSE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU BURKINA FASO : THÉORIE ET MÉTHODE

Au cours de sa visite à Ouagadougou en 2013, Ben Emmerson, Rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, a fait état de la situation de vulnérabilité du Burkina Faso face à l'extrémisme violent. Selon lui, une attaque au Burkina Faso contribuerait à la déstabilisation de la région, ce qui justifie « la nécessité pour un État vulnérable situé dans un endroit aussi exposé de disposer des outils requis pour garantir la sécurité de ses frontières, conserver la confiance des investisseurs étrangers indispensables à son développement, et pour répondre aux inquiétudes économiques, sociales, politiques et dans le domaine des droits humains qui peuvent rapidement devenir des facteurs de progression du terrorisme »²³. Tout le monde s'accorde à présent sans restriction sur le fait que, pour contrer ses menaces, il faut en priorité comprendre les origines de l'extrémisme violent. À cet égard, la première bonne pratique du document du GCTF *Ankara Memorandum on Good Practices for a Multi-Sectoral Approach to Countering Violent Extremism* déclare que « [c]haque État doit commencer par comprendre la

nature de l'extrémisme violent. Les États doivent identifier les facteurs qui encouragent l'extrémisme violent et définir leurs propres besoins, objectifs et capacités avant d'élaborer et/ou d'adapter un programme quelconque de lutte contre l'extrémisme violent »²⁴.

Pour cette étude, l'« extrémisme violent » est défini comme le fait de « plaider en faveur, s'impliquer, préparer ou soutenir de toute autre manière la violence motivée ou justifiée par des motifs idéologiques dans le but d'obtenir des avancées au plan social, économique ou politique »²⁵. Ainsi défini, l'extrémisme violent correspond à un concept plus large que le terrorisme, qui en fait partie au même titre que d'autres formes de violence motivée par l'idéologie. Cette définition établit clairement que notre recherche ne se limite pas à un ensemble spécifique d'idées extrémistes. Si nous nous inspirons parfois de sources qui étudient ce que l'on appelle l'« extrémisme violent islamiste », nos recherches empiriques ne se limitent pas à cela. Au contraire, nous partons du principe que « l'exploitation de l'imagerie et des traditions religieuses » peut germer à partir de différentes cultures et religions²⁶.

23 Haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies, *UN Rights Expert Calls for International Support to Ward Off Any Potential Terrorism in Burkina Faso*, 12 avril 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13228&LangID=E>.

24 GCTF, *Ankara Memorandum on Good Practices for a Multi-Sectoral Approach to Countering Violent Extremism*, n.d., http://www.thegctf.org/documents/10162/72352/13Sep19_Ankara+Memorandum.pdf. Voir Guilain Dencœur et Lynn Carter, *Development Assistance and Counter-Extremism: A Guide to Programming*, USAID, octobre 2009.

25 USAID, *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency: Putting Principles Into Practice*, septembre 2011, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pdacs400.pdf.

26 Dencœur et Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*, p. ii, fn. 1.

La réponse à l'extrémisme violent est résumée par l'expression « lutte contre l'extrémisme violent ». Il existe une série « potentiellement illimitée » de mesures déployées par les gouvernements et d'autres entités pour prévenir la radicalisation²⁷, incluant communément la diffusion de messages (discours, programmes télévisés, dépliants, médias sociaux) ; l'engagement et le travail de proximité (municipalités, tables rondes, comités consultatifs) ; le renforcement des capacités (programmes de formation des jeunes et des femmes à l'encadrement, de développement communautaire, de sécurité et de protection de la communauté) ; ainsi que l'éducation et la formation (dirigeants communautaires, employés du service public, application de la loi)²⁸. L'ajout du concept de lutte contre l'extrémisme violent au répertoire de la lutte antiterroriste est récent. Comme cela a été remarqué, ce concept est si vaste qu'il partage de nombreux points communs avec les initiatives de lutte contre les causes structurelles de conflit²⁹. Dans cette optique, la première valeur ajoutée

de l'idée de la lutte contre le terrorisme est qu'elle affirme clairement que la réponse à la violence motivée par l'idéologie exige une approche intégrée du gouvernement dans son ensemble. Par opposition, le concept de lutte contre le terrorisme est souvent envisagé par les gouvernements et l'opinion en termes relativement étroits et s'applique principalement à des mesures cinétiques « dures » en lien avec l'application de la loi, les services de renseignements et le recours aux forces spéciales. Ainsi, exactement comme pour le concept d'extrémisme violent par rapport au terrorisme, la lutte contre l'extrémisme violent implique un éventail de réponses plus large que l'appréhension classique de la lutte contre le terrorisme.

Enquêtes sur les facteurs menant à l'extrémisme violent

Qu'est-ce qui génère l'extrémisme violent ? Nous avons utilisé un cadre existant pour rassembler et analyser les données (encadré n°1)³⁰.

ENCADRÉ N°1. Récapitulatif des facteurs menant à l'extrémisme violent

FACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES

1. SENTIMENT D'EXCLUSION SOCIALE ET DE MARGINALISATION

Cette perception est généralement particulièrement répandue chez les jeunes des quartiers défavorisés et périurbains, et dans les environnements où les structures familiales sont érodées, où les comportements ne sont plus régis par des normes sociales et où la jeunesse ne sait que faire de son temps. Ces situations peuvent faire naître un sentiment d'anomie et d'isolement. Les groupes extrémistes violents exploitent alors cet isolement en offrant une échappatoire, un but et l'intégration à un mouvement collectif.

2. RÉSEAUX SOCIAUX ET DYNAMIQUES DE GROUPE

Les réseaux sociaux constituent des vecteurs importants de radicalisation et de recrutement. Certaines personnes peuvent se rapprocher de groupes extrémistes violents par l'intermédiaire de leurs amis ou sous l'influence de parents, de voisins ou d'un prédicateur local charismatique.

3. DISCRIMINATION SOCIÉTALE

Une discrimination, réelle ou perçue, envers un individu, une communauté ou les deux en général peut encourager l'extrémisme violent. Lorsque les musulmans sont très minoritaires, les discriminations socioéconomiques et politiques sont parfois perçues comme un manque de respect pour l'Islam et les musulmans, un sentiment conduisant à la radicalisation.

27 La radicalisation se réfère au processus qui conduit une personne à adopter des points de vue extrémistes et à être prête à user de violence.

28 National Security Preparedness Group, *Preventing Violent Radicalization in America*, Bipartisan Policy Center, juin 2011, p. 18, <http://bipartisanpolicy.org/sites/default/files/NSPG.pdf>.

29 Naureen Chowdhury Fink, *Something Old, Something New: The Emergence and Evolution of CVE Effort*, Insights, n° 1 (Printemps 2014), pp. 5–8, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Insights-Spring-2014.pdf>.

30 Denœux et Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*. Voir Denœux et Carter, *Development Assistance and Counter-Extremism*:

ENCADRÉ N°1. Récapitulatif des facteurs menant à l'extrémisme violent (continue)**4. FRUSTRATIONS FACE AUX ATTENTES ET DÉNUEMENT RELATIF**

Le dénuement relatif et la frustration par rapport à leurs attentes constituent de puissants moteurs de l'activité extrémiste violente chez les jeunes, au regard des avancées de l'éducation, surtout dans l'enseignement secondaire et universitaire. Les jeunes les plus instruits ont souvent le sentiment de mériter une vie meilleure que celle que leur offre leur société. Ils peinent à accéder aux types d'emplois auxquels ils estiment avoir droit ; ils sont conscients du népotisme qui leur barre l'accès au travail. Les jeunes gens n'ont pas toujours les moyens financiers de se marier et n'ont généralement pas leur mot à dire dans les sociétés traditionnelles.

5. BESOINS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES INSATISFAITS

L'absence de réponse aux besoins socioéconomiques, surtout lorsqu'elle s'accompagne de facteurs tels que la corruption généralisée et l'absence de sécurité et de justice, peut être exploitée par des groupes extrémistes violents qui offrent parfois des rémunérations ou des services à la population. Plus que la pauvreté, c'est l'exclusion sociale marquée de la part de l'État et de la société qui sème les graines de l'extrémisme violent.

6. CUPIDITÉ OU PROLIFÉRATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ILLÉGALES

Les activités illégales des organisations extrémistes violentes fournissent des possibilités lucratives pour qui cherche un gain rapide. Les réseaux extrémistes violents et les activités économiques illégales entretiennent une relation mutuellement bénéfique, en se fournissant réciproquement des revenus, l'expérience de la dissimulation et l'idéologie légitimant les activités illégales. Les prisons constituent un lieu de recrutement prisé par les extrémistes violents.

FACTEURS POLITIQUES**1. DÉNI DES DROITS POLITIQUES ET DES LIBERTÉS CIVILES**

L'absence de droits politiques et de libertés civiles associée à des systèmes politiques fermés et rigides peut engendrer l'idée que la violence constitue le seul moyen d'amener un changement politique. Les libertés civiles et les droits politiques peuvent aussi représenter un lien crucial, mais non représentatif, entre le développement économique et la vulnérabilité à l'extrémisme violent.

2. BRUTALE RÉPRESSION DE L'ÉTAT ET VIOLATIONS AVÉRÉES DES DROITS DE L'HOMME

La justice représente une valeur essentielle dans l'Islam. Des traitements cruels et dégradants et la torture infligés à un individu aux mains de la police ou des forces de sécurité peuvent faire naître un désir de revanche. Plus les méthodes sont brutales et généralisées, plus l'attraction vers des activités extrémistes violentes sera puissante et plus le soutien des communautés locales aux groupes extrémistes violents sera marqué.

3. OCCUPATION ÉTRANGÈRE

Les pays soumis à une occupation militaire par une puissance étrangère encourrent des risques d'insurrection et de violation des droits. Le soutien d'activités extrémistes violentes peut s'expliquer par le souhait de certaines personnes de réparer un déshonneur à leur égard ou envers la communauté.

4. HÉGÉMONIE DES FORCES POLITIQUES ET MILITAIRES

L'intrusion à grande échelle des acteurs politiques et militaires dans les affaires internes peut servir d'élément unificateur, et amener la population à recourir à la violence pour restaurer l'honneur individuel ou collectif. Les communautés historiquement autonomes et autorégulées opposent souvent une forte résistance à cette situation.

5. CORRUPTION ENDÉMIQUE ET IMPUNITÉ DES ÉLITES

Ce facteur engendre le désengagement civique et l'apathie politique, et alimente parfois un profond sentiment d'indignation morale, comme en Afghanistan. Plus l'environnement est corrompu, plus il est facile pour les groupes extrémistes violents de se présenter comme une alternative vertueuse en se déchaînant sur l'immoralité des élites au pouvoir.

ENCADRÉ N°1. Récapitulatif des facteurs menant à l'extrémisme violent (continue)**6. GOUVERNANCE MÉDIOCRE OU NULLE DANS CERTAINES RÉGIONS**

Ces zones isolées, à faible densité de population offrent un refuge aux organisations extrémistes qui y rencontrent peu d'obstacles et obtiennent même l'appui de la population locale négligée par les autorités au pouvoir. Les groupes extrémistes violents sont davantage attirés par des « États moyennement forts » que par des pays en situation d'échec ou en difficulté, car ils y trouvent les infrastructures dont ils ont besoin pour développer leurs réseaux et organiser leurs opérations.

7. CONFLITS LOCAUX

Des conflits locaux d'une certaine ampleur peuvent engendrer le chaos, empêcher le fonctionnement des institutions de l'État et aboutir à un vide politique facile à exploiter par les organisations extrémistes violentes. Ces groupes tenteront de prendre parti pour l'un des camps en conflit et d'imposer leur programme transnational à des dynamiques purement locales. Un exemple récent est fourni par les talibans afghans qui, après avoir défendu un programme local, appellent aujourd'hui à l'établissement d'un califat.

8. APPUI DE L'ÉTAT

Certains gouvernements, des pays étrangers ou des groupes et des individus qui en font partie ont souvent donné leur appui à des mouvements extrémistes violents, pour très vite en perdre le contrôle. En Égypte par exemple, le gouvernement a soutenu les islamistes radicaux contre les « nassérites », tandis les autorités pakistanaises offraient leur aide à divers groupes islamistes contre l'Inde et l'Afghanistan.

9. GOUVERNEMENT DISCRÉDITÉ ET OPPOSITION LÉGALE ABSENTE OU COOPTÉE

Lorsqu'un régime est totalement discrédité et qu'il n'existe pas d'opposition viable, ceux qui s'opposent au gouvernement et veulent des réformes sont amenés à quitter les circuits politiques classiques et peuvent alors se tourner vers des groupes extrémistes.

10. INTIMIDATION OU COERCITION EXERCÉE PAR DES GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS

Si l'État n'est pas en mesure de protéger sa population et d'assurer la sécurité des citoyens, les groupes extrémistes violents ont recours à l'intimidation et à la coercition pour forcer les gens à soutenir leur mouvement.

11. SENTIMENT D'INJUSTICE ET D'HOSTILITÉ FONDAMENTALES DE LA PART DU SYSTÈME INTERNATIONAL À L'ÉGARD DES SOCIÉTÉS ET DES PEUPLES MUSULMANS

Les populations peuvent se montrer attentives à la propagande extrémiste violente affirmant que le système politique et économique mondial discrimine le monde musulman, ce qui est parfois corroboré par des sentiments individuels ou collectifs de discrimination.

FACTEURS CULTURELS**1. L'ISLAM ATTAQUÉ**

Il existe une forte corrélation entre le succès des extrémistes violents et la perception que l'Occident attaque l'Islam et les musulmans. Des personnes qui subissent la répression et l'humiliation au quotidien sont plus sensibles aux images poignantes, fortement politisées, de leurs frères musulmans qui souffrent dans d'autres pays. Ce facteur recouvre en partie et renforce le facteur politique 11.

2. MENACES SUR LA CULTURE EN GÉNÉRAL

La population a parfois le sentiment d'une menace plus générale sur sa culture, ses traditions, ses coutumes, ses valeurs et son sens de l'honneur et de la dignité individuels et collectifs.

3. PROGRAMMES RELIGIEUX PROACTIFS

Les groupes qui défendent ces programmes tenteront d'imposer à la population locale leur version de l'islam, le jihad, ainsi que d'autres thèmes similaires, affaiblissant ainsi des structures et des pratiques religieuses traditionnelles, plus modérées et plus tolérantes. Cela peut ouvrir la voie à l'extrémisme violent.

Sur la base de ces documents, nous avons examiné trois points. Premièrement, cette approche définit une série de facteurs pertinents à examiner pour évaluer les facteurs de l'extrémisme violent, mais en précisant qu'il ne s'agit pas d'une théorie générale sur l'extrémisme violent, lequel dépend fortement du contexte et varie selon l'époque et le lieu³¹. Au contraire, elle exhorte les analystes à se montrer attentifs aux associations entre les différents facteurs qui produisent des résultats extrémistes.

Deuxièmement, elle isole différents niveaux d'analyse et introduit une distinction fondamentale entre les facteurs incitatifs et les facteurs d'attraction³². Les facteurs incitatifs se rapportent aux conditions structurelles qui affectent une grande partie de la population et qui tolèrent ou encouragent l'extrémisme violent. On les définit parfois comme les conditions sous-jacentes ou les racines de la violence ; ce sont « la pauvreté, les facteurs démographiques, les inégalités sociales et l'exclusion, la dépossession et les griefs politiques »³³. Les recherches suggèrent que ces facteurs sont au plus « nécessaires mais pas suffisants » et, en soi, non déterminants³⁴. En réalité, les facteurs incitatifs s'associent aux facteurs d'attraction à l'échelon d'un individu ou d'un groupe pour produire l'extrémisme violent. Il apparaît donc que l'extrémisme violent a de multiples causes, et que la radicalisation est uniformément décrite comme un processus graduel³⁵.

Cette manière de distinguer des niveaux d'analyse différents a déjà été employée dans des débats précédents sur les causes du terrorisme. Dans les premières discussions à ce sujet, l'une des approches définissait ainsi trois niveaux : le « cadre » du terrorisme, c.-à-d. les variables conjoncturelles ; les organisations terroristes ;

et la participation individuelle³⁶. Plus récemment, une innovation majeure dans la compréhension de l'émergence de l'extrémisme violent après les événements du 11 septembre 2001 concerne le rôle du vecteur humain, c'est-à-dire la façon dont un individu ou un groupe interprète les conditions structurelles, un aspect qui a été sous-estimé dans le passé³⁷. Les preuves recueillies sur les complots terroristes qui ont suivi l'attaque du 11 septembre confirment l'importance de l'individu et du groupe dans le développement des réseaux terroristes aujourd'hui, au point que l'extrémisme violent contemporain est parfois décrit comme un phénomène ascendant plutôt qu'un système descendant. L'extrémisme violent émerge lorsque de « petits groupes d'amis désireux d'agir » se mobilisent et adoptent un cadre d'interprétation de la société qui met en évidence l'impureté et l'injustice du monde, parfois vécues par procuration en observant la souffrance des autres, et offre comme seule réponse la violence.

Un troisième point se rapporte au rôle de la religion dans la naissance de l'extrémisme violent. La religion peut concerner des facteurs socioéconomiques, politiques et culturels à différents niveaux d'analyse. Par exemple, la perception de la discrimination d'une communauté en particulier peut constituer un facteur incitatif (facteur socioéconomique n°2). Du côté des facteurs d'attraction, des études récentes semblent indiquer que les extrémistes sont souvent volontaires, surtout lorsqu'il s'agit de « convertis » convaincus d'être les vrais croyants authentiques³⁸. À cet égard, « [U]ne éducation religieuse traditionnelle est généralement un facteur de prévision négatif par rapport à l'appui ou l'implication dans l'extrémisme violent, alors qu'une éducation plus fondamentaliste chez les jeunes 'conver-

31 Denœux et Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*, p. x

32 Ibid. Voir Denœux et Carter, *Development Assistance and Counter-Extremism*

33 Edward Newman, *Exploring the 'Root Causes' of Terrorism*, *Studies in Conflict and Terrorism* 29, n° 8 (décembre 2006) : 750.

34 Ibid., p. 770 ; Denœux et Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*.

35 Voir par exemple ARTIS, *Theoretical Frames on Pathways to Violent Radicalization*, août 2009, http://www.artisresearch.com/articles/ARTIS_Theoretical_Frames_August_2009.pdf ; Marc Sageman, *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twentieth Century* (Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2008).

36 Martha Crenshaw, *The Causes of Terrorism, Comparative Politics* 13, n° 4 (juillet 1981) : 379-399.

37 Denœux et Carter, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*, p. iii.

38 ARTIS, *Theoretical Frames on Pathways to Violent Radicalization*, p. 5.

tis' qui ne connaissent guère la religion traditionnelle constitue un facteur de prévision positif »³⁹. Les extrémistes se considèrent peut-être comme des hommes pieux, mais ils utilisent des références religieuses pour interpréter une gamme plus étendue de griefs, en affirmant par exemple que « l'idéologie qui motive les gens ne se trouve pas dans des textes fixes comme la Bible ou le Coran, mais se détermine et s'interprète en fonction des problèmes quotidiens »⁴⁰.

À propos de nos recherches

Pendant la collecte et l'analyse des données, nous avons examiné les associations de facteurs socioéconomiques, politiques et culturels (encadré n°1) nécessaires et suffisants pour inciter les Burkinabè à devenir vulnérables à l'extrémisme violent, puis les attirer à adopter des croyances et des attitudes extrémistes. Nous avons constaté que les facteurs incitatifs étaient nombreux alors que les facteurs d'attraction sont rares. Pour parvenir à cette conclusion, nous avons effectué de vastes recherches documentaires, notamment en rassemblant et en analysant une gamme étendue de documents primaires et secondaires. En raison de l'intérêt récent envers l'extrémisme violent dans la documentation⁴¹, nous avons privilégié les recherches sur le terrain dans cinq villes du Burkina Faso – Ouagadougou, Dori, Ouahigouya, Bobo-Dioulasso et Fada N'Gourma – sélectionnées de manière à rendre compte des diversités

régionales. Nous avons réalisé une quarantaine d'entretiens et réuni des groupes de réflexion afin d'engager des discussions approfondies avec plus de 130 personnes. Nos interlocuteurs étaient issus de différentes couches de la société burkinabè, avec des fonctionnaires de l'État, des leaders de la société civile et des chefs religieux ainsi que des étudiants. Nous avons aussi rencontré des représentants des gouvernements étrangers et des organisations internationales implantées à Ouagadougou. Nous avons organisé des groupes de discussion dans un camp de réfugiés où nous avons rencontré plusieurs groupes de Touaregs déplacés du Mali suite au récent conflit. Nous avons défini un premier groupe de personnes à interroger parmi nos contacts existants, avant d'employer la méthode de la « boule de neige » pour trouver de nouveaux interlocuteurs et constituer un échantillon plus représentatif. Afin d'obtenir une discussion franche et ouverte, nous avons mené cette étude sur la base de l'anonymat. La présente étude ne constitue pas une enquête officielle sur les perceptions de la population. Toutefois, nos questions étaient destinées à amener nos interlocuteurs à réfléchir aux perceptions de la communauté à l'égard de l'existence et du potentiel d'extrémisme violent au Burkina Faso. En confrontant les données des entretiens avec des sources secondaires, nous présentons des assertions sur les perceptions de l'extrémisme violent chez les Burkinabè qui sont obligatoirement limitées, mais se fondent sur des données empiriques.

39 Scott Atran, note au bureau DSB (Defense Science Board) américain sur la lutte contre l'extrémisme violent, 13 février 2014, <http://artisresearch.com/wp-content/uploads/2014/02/ATRAN-2014-DSB-CVE-Briefing.pdf>.

40 ARTIS, *Theoretical Frames on Pathways to Violent Radicalization*, p. 7.

41 Atran, note au DSB sur la lutte contre l'extrémisme violent.

FACTEURS INCITATIFS

Dans son discours de décembre 2013 pour commémorer la 53e Journée de l'Indépendance du Burkina Faso, le président Compaoré a observé que « [l]a nation burkinabè est avant tout une communauté de destin, un réseau d'intelligences et d'initiatives, une somme de volontés conscientes guidées par une vision précise de l'avenir »⁴². La nation burkinabè est née dans un contexte tumultueux. La période qui a suivi l'indépendance de la Haute-Volta s'est caractérisée par une forte instabilité, marquée par cinq coups d'État militaires entre 1960 et 1983⁴³. L'arrivée au pouvoir de Blaise Compaoré suite à un coup d'État le 15 octobre 1987 a été particulièrement sanglante avec le meurtre du chef d'État et du frère d'armes de Compaoré, le capitaine Thomas Sankara, et de treize autres personnes. De même, la conversion du président Compaoré à un régime civil par l'adoption de la Constitution de juin 1991 s'est accompagnée d'accusations d'assassinats des leaders de l'opposition. En revanche, depuis cette époque, un calme relatif a prévalu. Néanmoins, la paix et la stabilité relatives du Burkina Faso n'ont pas engendré la prospérité ni la bonne gouvernance, et le pays fait face aujourd'hui à des défis nombreux et complexes.

Dans cette section, nous allons présenter les grands facteurs structurels qui forment le cadre de notre évaluation de la présence et du potentiel de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Comme dans la section précédente et en nous appuyant sur le récapitulatif des

facteurs de l'extrémisme violent (encadré n°1), nous établirons ici des facteurs politiques, socioéconomiques et culturels. Les facteurs incitatifs sont les plus nombreux. Si la violence s'expliquait uniquement par les seuls facteurs structurels, le Burkina Faso ne jouirait pas de cette réputation de paix et de stabilité relatives – mais plutôt le contraire sans doute. Les personnes que nous avons interrogées ont toutes décrit un contexte, social, économique et politique dans le pays qui, selon elles, renforce la vulnérabilité du pays à l'extrémisme violent. Beaucoup d'entre elles considèrent que les racines du terrorisme existent au Burkina Faso. Dans la prochaine section, nous comparerons l'apparente prévalence des facteurs incitatifs à la relative absence de facteurs d'attraction. Selon nous, cela explique pourquoi le Burkina Faso n'a pas été en proie à l'extrémisme violent.

Facteurs politiques

Le Burkina Faso se trouve aujourd'hui à un tournant de son évolution politique. L'impression actuelle de crise témoigne des inquiétudes des Burkinabè au sujet de la situation politique, notamment en raison de la corruption et de l'impunité, de l'incivisme et des relations entre les civils et les militaires. Globalement, les personnes interrogées ont le sentiment que la gouvernance politique du pays est médiocre, ce qui peut engendrer de la violence et de l'instabilité.

42 Dieudonné Lankoande, 53e Fête de l'Indépendance: l'intégralité du discours du Président du Faso, Burkina24, 11 décembre 2013.

43 La Haute-Volta est devenue le Burkina Faso le 4 août 1984. Ce nom créé à partir des deux langues principales du pays signifie « la terre des hommes honnêtes ». « Burkina » est un terme mooré qui veut dire « honnêteté » ou « honneur », et « Faso » signifie « terre » ou « patrie » en diaoula. Voir ICG, *Burkina Faso*, p.5.

CORRUPTION ET IMPUNITÉ

S'agissant des griefs politiques au Burkina Faso, l'une des premières revendications énoncées par nos interlocuteurs concernait la corruption. Le niveau de la corruption a grimpé sans répit depuis plus de vingt ans, comme l'indiquent les rapports produits par divers organismes gouvernementaux. Le rapport 2011 du Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC) indique en effet que « [L]a corruption grandissante, et de façon plus générale le sentiment d'impunité des crimes économiques et de sang qui anime les citoyens, ne sont pas étrangers aux bruyantes manifestations qu'a connu le Burkina Faso, au premier semestre de 2011 »⁴⁴. Les hauts dirigeants au pouvoir, premier ministre compris, reconnaissent depuis longtemps le problème et expriment leur volonté de le résoudre⁴⁵. Pourtant, la réponse de l'État est perçue comme faible, et l'absence d'une législation robuste ou d'actions judiciaires illustre l'écart entre les attentes des Burkinabè et les normes de gouvernance actuelles.

Les personnes interrogées ont aussi fait remarquer que les citoyens suspectés de corruption ne s'inquiètent guère des conséquences judiciaires, car les sanctions restent généralement très limitées et l'impunité tend à prévaloir⁴⁶. Beaucoup considèrent que le système de justice burkinabè manque à la fois de la capacité et la volonté nécessaires pour devenir un mécanisme efficace de responsabilisation. D'un côté, il apparaît comme « immobile, aphone et injuste »⁴⁷ dans les cas qu'il examine ou qui devraient lui être soumis. De l'autre, il souffre également de la corruption et semble peu soucieux de faire le ménage en interne. Des groupes de la société civile ont été appelés à agir pour redresser cette situation, mais en vain. Par exemple, les poursuites lancées récemment par le Centre pour l'éthique judiciaire

ont été rejetées par les tribunaux, évitant ainsi le débat sur la question⁴⁸.

Les efforts pour combattre la corruption font écho à un sentiment de malaise plus général au sein du système judiciaire. Selon plusieurs personnes interrogées, les jugements sont souvent perçus comme injustes, les procès traînent en longueur ou restent en suspens, et la corruption est généralisée dans le secteur judiciaire. De nombreuses personnes nous ont affirmé avoir perdu confiance dans le système de justice, et tendent en conséquence à vouloir rendre justice elles-mêmes. L'émergence de la « justice populaire » s'accompagne d'une montée de l'incivisme, un terme que l'on entend désormais souvent au Burkina Faso et qui reflète la fréquence accrue de manifestations ponctuelles ou d'autres actes de désobéissance civile, lesquels risquent de plus en plus de dérapier vers la violence.

Incivisme

La grande majorité des personnes interrogées a perçu un changement au Burkina Faso dans la dernière décennie environ, qui amène les Burkinabè à contester avec toujours plus de force la capacité réglementaire et l'autorité du gouvernement, et à vouloir réagir pour marquer leur défiance. Pour certains, l'État est incapable ou ne veut pas agir dans certaines situations, et la seule option qui leur reste est de manifester⁴⁹. L'absence de communication entre les autorités publiques et les citoyens constitue un autre facteur de tension, notamment quand des décisions majeures sont prises sans consulter les premiers concernés et sans communiquer. Lorsque l'action gouvernementale est mal comprise, les rumeurs et la désinformation peuvent aggraver la situation. Les décisions de justice et les exigences de l'État

44 REN-LAC, *Rapport 2011 sur l'état de la corruption au Burkina Faso*, juillet 2012, p. 76. L'Autorité supérieure du contrôle d'État et la Cour des comptes (Court of Auditors) ont également produit des rapports en ce sens.

45 *Lutte contre la corruption au Burkina Faso: Le REN-LAC réclame des assises nationales*, Lefaso.net, 22 juin 2012.

46 Autre exemple, le rapport 2011 sur la situation de la corruption au Burkina Faso de REN-LAC rappelle le cas emblématique d'Ousmane Guiro, ancien directeur général des douanes. Après avoir été libéré pour raison de santé suite à un ensemble d'accusations, il a commis un nouveau crime. REN-LAC, *Rapport 2011 sur l'état de la corruption au Burkina Faso*, pp. 67, 76.

47 *Vœux 2014 du REN-LAC: Que la loi portant prévention et répression de la corruption, soit adoptée*, Lefaso.net, 22 janvier 2014.

48 Germain B. Nama, *Plainte du Centre pour l'Éthique Judiciaire: Opération de salubrité ou guéguerre de syndicats ?*, L'Événement, 2 août 2013.

49 Voir Ibrahima Traore, *Incivisme au Burkina Faso: des citoyens situent les responsabilités*, Lefaso.net, 27 novembre 2013.

de droit ne sont pas très bien comprises par les Burkinabè, ce qui dénote la nécessité de développer l'instruction civique. Nos interlocuteurs ont également fait état de l'esprit partisan qui prévaut dans la diffusion des informations relatives aux actions gouvernementales, ainsi que du parti pris des médias de l'État. Beaucoup de citoyens burkinabè ne font pas confiance à ce qu'ils entendent de la part des pouvoirs publics.

Derrière ces plaintes, certaines personnes interrogées voient la hausse de l'incivisme et de la violence associée comme des manifestations d'une doléance fondamentale concernant la domination du système politique par la même élite au pouvoir depuis près de trente ans, et son incapacité à diriger le pays dans l'intérêt de la population. Cette impression est largement répandue⁵⁰. La démocratie burkinabè est perçue comme dysfonctionnelle car les règles du jeu, y compris la Constitution, sont sujettes à des manipulations au profit des dirigeants au pouvoir. Beaucoup voient la révision de l'article 37 de la Constitution et la création du Sénat de cet œil. Sur cette question en particulier, deux camps adverses se font maintenant face, avec les risques de conflit que cela peut entraîner, surtout quand les deux parties s'engagent dans des politiques identitaires. S'il apparaît que le changement politique ne peut advenir dans la paix et la légalité, l'attraction des solutions violentes risque de se renforcer.

Nos interlocuteurs nous ont affirmé que, pour beaucoup de Burkinabè, l'incivisme est le reflet de la profonde et large frustration de la population vis-à-vis des élites et des institutions. À cet égard, et en dépit des principes d'impartialité et de transparence sur lesquels se fondent théoriquement les lois et les procédures, le sentiment général est que le fonctionnement des secteurs privé et public ainsi que, dans certains cas, de la société civile, repose sur des mécanismes politiques. L'accès et les avantages fluctuent au gré des relations politiques selon un système bien établi de protection

et de clientélisme. Une personne interrogée à Fada N'Gourma a ainsi expliqué que le système fiscal fonctionne différemment pour différents citoyens. Les petits et moyens commerces implantés officiellement doivent payer des impôts, mais ceux qui œuvrent dans l'économie parallèle peuvent échapper à leurs obligations fiscales.

En bref, l'explication de l'incivisme se trouve dans la réaction à la mauvaise qualité de la gouvernance. Nos interlocuteurs ont reconnu que les pouvoirs publics avaient avancé plusieurs réponses à cela, depuis une meilleure réglementation du trafic (les accidents suscitent parfois des réactions violentes de la part des victimes et des témoins) jusqu'à de nouvelles initiatives de construction de la nation⁵¹. Nous avons cependant constaté un fossé entre les performances du gouvernement et les attentes de la population. Les efforts de l'État, qui tente de trouver des compromis à certains moments avec les protestataires dans le but de maintenir un climat de paix, envoient des messages contradictoires et peuvent être perçus comme une incitation à l'incivisme. Le Conseil Économique et Social du Burkina Faso (CES) a récemment reconnu l'existence de problèmes de cet ordre en consacrant son rapport 2013 au thème : *Défiance des citoyens vis-à-vis de l'autorité publique: quelles solutions pour une société de paix soutenue ?*. Le président du CES a fait remarquer que

de nombreux efforts ont été consentis par l'État et les différentes couches de la société en vue de consolider et de préserver les acquis de la solidarité, de la paix et de la stabilité sociale. Mais malgré ces nombreux acquis, le pays vit sous une menace à peine voilée qui met à rude épreuve la stabilité et la cohésion sociales. Cette situation qui n'est autre que la défiance des citoyens vis-à-vis de l'autorité publique, constitue non seulement une remise en cause des acquis en matière de droits humains, mais

50 Ibid.

51 Avec, par exemple, la Semaine nationale de la citoyenneté, organisée par le ministère de la Promotion des droits humains, dont la 10^e édition a été célébrée du 22 au 29 novembre 2013. Le thème de cette année portait sur la « Culture du civisme pour la paix et l'enracinement de la démocratie ». Le choix de ce thème répond aux troubles qui ont éclaté au Burkina Faso au premier semestre 2011.

également un danger croissant à la fois pour l'équilibre et le développement de la société⁵².

RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES

Depuis le premier coup d'État au Burkina Faso le 3 janvier 1966, l'armée a été omniprésente dans la politique du pays⁵³. Nous avons entendu parler de plusieurs incidents impliquant les militaires, notamment pendant les manifestations qui ont suivi le meurtre de Norbert Zongo en 1998⁵⁴. En décembre 2006, avant le sommet des chefs d'État de la CEDEAO dans la capitale burkinabè, des affrontements ont éclaté entre la police et l'armée et se sont propagés dans d'autres régions. Pendant les manifestations de protestation de 2011, des mutineries sans précédent ont créé un choc dans tout le pays en raison des abus des soldats contre des innocents et du pillage des propriétés publiques et privées. Les signaux alarmants se sont multipliés ces dernières années, et quelques incidents isolés reflètent la difficile cohabitation entre les civils et les militaires.

Pendant nos entretiens, nous avons entendu dire que ceux qui portent l'uniforme tendent à se considérer comme supérieurs aux civils. Si les conflits entre civils et militaires sont parfois déclenchés par des motifs personnels, le risque d'escalade n'est jamais loin. La confiance réciproque entre les forces de sécurité et la population s'est effilochée, surtout avec la police municipale, et les tensions s'accroissent, alimentées par les accusations de corruption et la montée de l'incivisme.

Des efforts sont en cours pour rétablir cette confiance. L'armée du pays a dernièrement célébré son 52e anniversaire sur le thème du « Renforcement des liens Armée-Nation ». En choisissant ce thème, le président

Compaoré, également ministre de la Défense, a cherché à mettre fin à la crise déclenchée en 2011. De même, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité a réaffirmé dans un discours récent que « les forces armées ont pour mission de défendre l'intégrité du territoire, et de veiller à la sécurité des populations »⁵⁵. Cette mission ne sera réalisée que si des mesures sont prises pour renforcer la confiance du public.

Facteurs socioéconomiques

Le Burkina Faso est un pays pauvre et inégalitaire avec une population en forte croissance, dont 90 % pratique une agriculture de subsistance tandis que près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté (encadré n°2)⁵⁶. Les principaux produits exportés par le Burkina Faso, à savoir le bétail, le coton et l'or, ont peu évolué avec le temps et ne permettent pas à l'économie d'absorber des chocs externes tels que les fluctuations de la pluviosité et des prix des matières premières. Pourtant, grâce en partie au secteur minier, privatisé dans les années 1990⁵⁷, le Burkina Faso a réussi à enregistrer des taux de croissance à long terme parmi les meilleurs en Afrique de l'Ouest, avec une hausse moyenne du produit intérieur brut de 1,6 % par an depuis l'indépendance. Mais il s'agit d'une « croissance sans retombées économiques » puisque la richesse est inégalement répartie dans la société burkinabè ; les 10 % les plus riches gagnent et consomment plus de 30 % des richesses. Certaines estimations laissent penser qu'environ 80 % des dépenses publiques du Burkina Faso sont financées par l'aide internationale au développement, et de récentes études ont montré que les élites au pouvoir parvenaient, par la corruption et d'autres moyens,

52 « Rapport de synthèse des travaux de la session de validation du Rapport public 2013 du Conseil Économique et Social sur le thème 'Défiance des citoyens vis-à-vis de l'autorité publique: quelles solutions pour une société de paix soutenue ?' », 10 mars 2014.

53 Concernant le rôle de l'armée dans la politique, voir ICG, « Burkina Faso », pp. 11-18.

54 Le Collège des sages mis en place par le président Compaoré dans sa réponse à ces incidents a identifié près d'une centaine de crimes violents commis par des membres de l'armée à cette époque.

55 « 52ème anniversaire des forces armées: Retrouver la confiance des populations », Les Editions Faso Actu, novembre 2012.

56 Koussoubé et al., « Political Economy of Growth and Poverty in Burkina Faso », pp. 4-9.

57 Sabine Luning, « Liberalisation of the Gold Mining Sector in Burkina Faso », *Review of African Political Economy* 35, n° 117 (2008): 25-39.

ENCADRÉ N°2. Données statistiques sur le Burkina Faso

POPULATION	18 365 123 (est. 2014) (Ouagadougou - 2,05 millions)
TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION	3,05 % (est. 2014)
PYRAMIDE DES ÂGES	45,4 % de la population est âgée de 0 à 14 ans
TAUX DE FERTILITÉ	5,93 enfants par femme (est. 2014)
TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE	0,3% (2010)
TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE	7,7 %
INÉGALITÉ DES REVENUS	Indice de Gini : 39,79 (2009) ; les 10 % de foyers les plus riches gagnent et consomment 32,2 % des richesses, tandis que les 10 % les plus pauvres gagnent et consomment 2,9 % des richesses.
CHÔMAGE	77 % (2004)
POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ	46,7% (est. 2009)
ALPHABÉTISATION	28,7 % (de la population de 15 ans et plus)
PIB (PRODUIT INTÉRIEUR BRUT)	26,51 milliards USD (taux de croissance 6,51 %) (est. 2013)
COMPOSITION DU PIB SELON L'UTILISATION FINALE	Consommation des ménages - 5,2 % ; consommation de l'État - 16,9 % ; investissements en capital fixe - 18,3 % ; investissements dans les stocks - 0,2 % ; exportations de biens et de services - 34,4 % ; importations de biens et de services - 25 % (est. 2013)
COMPOSITION DU PIB SELON LE SECTEUR D'ORIGINE	Agriculture - 33,6 % ; industrie - 23,6 % ; services - 42,8 % (est. 2013)
COMPOSITION ETHNIQUE	Mossi (> 40 %) ; autres ethnies dont les Gurunsi, Senufo, Lobi, Bobo, Mande, et Fulani (environ 60 %)
COMPOSITION RELIGIEUSE	Musulmans 60,5 %, catholiques 19 %, animistes 15,3 %, protestants 4,2 %, autres religions 0,6 %, sans religion 0,4 %

Sources : CIA World Factbook, Banque mondiale, PovcalNet.

à manipuler les relations avec les bailleurs de fonds à leur avantage⁵⁸. Le taux de chômage au Burkina Faso figure parmi les plus élevés au monde, à l'instar du taux de croissance de la population et de la natalité, ce qui se traduit par une explosion démographique et un

pays dont près de la moitié des habitants a moins de 14 ans. Les données sur l'alphabétisation, l'éducation et la santé publique confirment les difficultés de l'État burkinabè à satisfaire les besoins fondamentaux de la population, et des femmes en particulier⁵⁹.

58 Pour les affirmations relatives à l'aide et aux dépenses publiques, voir ICG, « Burkina Faso », p. 25. Pour la seconde affirmation, voir Koussoubé et al., « Political Economy of Growth and Poverty in Burkina Faso », pp. 19-22.

59 L'« espérance de vie scolaire », c'est-à-dire le nombre d'années d'instruction qu'un enfant burkinabè peut espérer recevoir, s'établit à 8 ans pour les garçons et 7 pour les filles. Le niveau d'alphabétisation des femmes est également plus bas que celui des hommes. U.S. Central Intelligence Agency, « Burkina Faso », *World Factbook*, 11 avril 2014, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uv.html>. En dépit de l'opposition des pouvoirs publics à la pratique de la mutilation génitale féminine depuis le coup d'État de 1983, certaines études évaluent à 77 % le pourcentage de femmes burkinabè entre 15 et 49 ans victimes de cette pratique. Sarah R. Hayford et Jenny Trinitapoli, « Religious Differences in Female Genital Cutting: A Case Study From Burkina Faso », *Journal for the Scientific Study of Religion* 50, n° 2 (juin 2011): 252-271.

PAUVRETÉ RURALE, CHERTÉ DU COÛT DE LA VIE ET CHÔMAGE

Ces données témoignent à elles seules des types d'exclusion et de marginalisation, de dénuement relatif et de besoins économiques non satisfaits qui ont été identifiés comme de possibles facteurs d'extrémisme violent. De plus, le Burkina Faso souffre de profondes disparités régionales qui confirment la dimension rurale de la pauvreté⁶⁰. Dans les deux régions les plus pauvres du Burkina Faso, le nord et l'est, nous avons ressenti une impression générale d'abandon et de frustration devant l'incapacité des pouvoirs publics à fournir les biens publics de base. Ce sentiment persiste même à Dori, et ce en dépit de l'afflux apparent de fonds de développement et d'infrastructure dans cette ville hôte de la célébration du 53^e anniversaire de la Journée de l'Indépendance en décembre 2013. Dans l'est, nous avons entendu parler d'une recrudescence du banditisme et de l'insécurité, surtout des vols, des cambriolages et des attaques armées sur les autoroutes et les routes. En réponse, là encore, les gens semblaient songer à rendre justice eux-mêmes. À Fada N'Gourma, certaines personnes ont affirmé que les forces de sécurité recherchaient la coopération de la population pour retrouver des suspects, mais par contre, elles ne protègent pas les témoins et les informateurs et ne poursuivent pas les coupables. Les populations de ces régions ont l'impression d'être affligées d'un double handicap.

Les personnes que nous avons interviewées ont invariablement cité la hausse du coût de la vie comme une

source croissante de tension sociale au Burkina Faso. Elles ont cité en exemple la crise alimentaire de 2008 qui a suscité des émeutes dans plusieurs villes du pays⁶¹. Malgré les efforts du gouvernement pour essayer d'anticiper la pénurie, ce sujet a fourni un point de mobilisation rassemblant un éventail varié de groupes d'intérêts organisés. Les initiatives prises ensuite par le gouvernement pour abaisser le coût de la vie, y compris la hausse récente des budgets alloués aux mesures sociales, sont accueillies avec scepticisme par certains qui font remarquer que les pauvres ne bénéficient pas toujours de l'augmentation des dépenses et que la cherté de la vie repose sur des facteurs endogènes et exogènes qui échappent au contrôle du gouvernement burkinabè⁶².

Le chômage et le sous-emploi constituaient également des sujets d'inquiétude très présents chez les personnes interrogées⁶³. L'ampleur du chômage des jeunes a souvent été évoquée comme une source potentielle de tension sociale. Dans les villes en particulier, les jeunes sans emploi sans souvent désœuvrés et traînent dans les cafés, devenant ainsi des proies faciles à recruter pour les groupes criminels⁶⁴. Nous avons entendu dire que des raisons économiques avaient incité quelques jeunes Burkinabè du nord du pays à aller combattre au Mali avec des groupes extrémistes en échange d'argent, mais il est difficile de connaître l'étendue de ce phénomène. Beaucoup de nos interlocuteurs ont décrit le chômage des jeunes en le comparant à une bombe à retardement qui peut exploser à tout moment si des remèdes structurels ne sont pas apportés.

60 Selon la stratégie de croissance accélérée et de développement durable, la région du centre, où est situé Ouagadougou, est la moins pauvre, avec un taux de pauvreté estimé à 17,3 %. La pauvreté est la plus importante dans le nord (68,1 %) et l'est (62,2 %) ainsi qu'à Mouhoun (56 %). Burkina Faso, « Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) - 2011-2015 », http://www.unpei.org/sites/default/files/PDF/Burkina_Faso_PRSP_2011.pdf.

61 Augustin Loada, « Burkina Faso: petites manœuvres et grandes résolutions face aux mobilisations », dans État des résistances dans le Sud. Face à la crise alimentaire - 2009, Publication annuelle du Centre tricontinental, Louvain-La-Neuve.

62 Le 11 septembre 2013, le gouvernement a adopté une allocation budgétaire accrue en faveur des mesures sociales, d'un montant total de 65 milliards de francs CFA. Avec l'appui d'autres mesures en rapport lancées à l'initiative du Conseil des ministres extraordinaire, annoncées le 24 mars 2014, 110 milliards de francs CFA supplémentaires devraient être disponibles pour répondre aux griefs concernant le coût élevé de la vie. Valery Ridde, Présentation de l'ouvrage, dans *Les indigents et les politiques de santé en Afrique. Expériences et enjeux conceptuels*, Valery Ridde et Jean-Pierre Jacob (dir.), Bruxelles: Academia-L'Harmattan, 2013, p. 12, cité par Kassem Salam Sourwéma, Assistance publique et dynamique de construction de l'État au Burkina Faso. Étude à partir des services sociaux à Koudougou (Centre-Ouest du Burkina Faso), Thèse de doctorat science politique, Université Ouaga 2, 2014.

63 Selon les données de l'Afrobaromètre 2012, établies à partir d'un échantillon nationalement représentatif de 1 200 foyers, les Burkinabè estiment décevants les résultats de l'action du gouvernement pour réduire le fossé entre les riches et les pauvres et assurer la stabilité des prix (76 %), pour créer des emplois (71 %) et pour améliorer les conditions de vie des pauvres et garantir la sécurité alimentaire de tous (70 %).

64 Julien Kieffer, « Les jeunes des « grins » de thé et la campagne électorale à Ouagadougou », *Politique africaine*, n° 101 (2006), pp. 63-82.

Pour les réfugiés maliens que nous avons interrogés, un grand nombre de ces facteurs peuvent expliquer l'origine du conflit dans leur pays, notamment « les inégalités, les injustices, le chômage, les discriminations, la pauvreté, la corruption qui fait que seuls les riches ont la parole, la crise du système éducatif et ses conséquences: difficultés d'accès à l'éducation, détérioration de la qualité de l'éducation, et pour ceux qui ont la chance d'y accéder, à la fin, le manque de débouchés, d'emplois ». D'autres personnes établissaient un lien direct entre la misère et la pauvreté de la population d'une part, et l'émergence d'une rébellion d'autre part. Un de nos interlocuteurs nous a dit : « [q]uand vous êtes pauvres, sans emploi ni ressource et qu'on vous propose de travailler dans des activités criminelles (drogue, trafics, mercenariat, terrorisme, etc.), il est difficile de résister; on devient la proie des recruteurs des groupes armés, criminels ». Globalement, tous se sont accordés pour dire que si le chômage ne constitue pas une cause directe de violence, il crée un terrain fertile pour les extrémistes. Le Burkina Faso doit absolument éviter ces maux, ont-ils recommandé.

TENSIONS À L'ÉCHELLE LOCALE : GOUVERNANCE DES RESSOURCES FONCIÈRES ET DES ACTIVITÉS MINIÈRES

Conscients des limites de l'agriculture familiale, difficile à moderniser, les pouvoirs publics ont fait la promotion de l'agro-industrie depuis plus d'une décennie. Le Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier a récemment observé que « l'espace d'une décennie, la quasi-disparition des réserves foncières lignagères, réduisant ainsi les possibilités d'action des nouvelles communes rurales dans le domaine de l'aménagement du terroir. À l'échelle des familles, le problème de l'avenir des jeunes générations se pose déjà, surtout dans un contexte où l'agriculture reste la seule perspective d'emploi pour les ruraux »⁶⁵. Même ceux qui ont à priori bénéficié à court terme de la vente de leurs terres familiales dénoncent cette pratique, car ils sont conscients des risques de monopolisation et d'exacerbation des tensions qu'elle génère. Ainsi, on entend parler de

« l'apparition de conflits intrafamiliaux de plus en plus récurrents, la remise en cause des transactions foncières traditionnelles (notamment par les retraits, les diminutions de superficie, etc.), la prolifération des conflits entre autochtones et migrants 'classiques' qui refusent de déguerpir, et avec les éleveurs, à cause de l'occupation des pistes à bétail, des berges, de la disparition des pâturages, etc »⁶⁶.

Nous avons beaucoup entendu parler des tensions qui opposent les agriculteurs et les bergers. Plusieurs revendications spécifiques se sont exprimées en raison des usages différents des terres par ces groupes, qui veulent accéder aux mêmes terrains et points d'eau pour planter des cultures et faire paître les troupeaux. Ces tensions existent depuis longtemps, et les fermiers voient parfois les bergers comme des « sans-terres » et considèrent que l'accès aux terres devrait être accordé en priorité aux gens, et non aux animaux. Les tentatives d'intervention des pouvoirs publics dans ce type de différends, dans une optique de gestion des ressources et de résolution des conflits, se sont souvent avérées insuffisantes. De façon générale, on constate des carences en matière de consultation et de dialogue entre les parties, ainsi que le non-respect des bonnes pratiques établies et la violation ou l'application erronée de la loi, par ignorance ou malfaisance. Selon nos interlocuteurs, tous ces facteurs peuvent amener une montée de la violence.

Certains d'entre eux ont confirmé l'existence de ces tensions, en précisant toutefois que la nature de ce conflit entre agriculteurs et bergers tend à être passée sous silence au Burkina Faso, car il s'agit en réalité d'un conflit identitaire qui oppose le groupe ethnique des Fulanis aux autres. Effectivement, à tort ou à raison, beaucoup de Fulanis voient les choses de cette manière et se sentent insuffisamment protégés par l'État. Dans notre groupe de discussion d'Ouahigouya, nous avons reçu des preuves d'organisation entre Fulanis, ce qui corrobore l'origine ethnique fondamentale de ce conflit⁶⁷.

65 Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier, « Agrobusiness au Burkina Faso: Quels effets sur le foncier et la modernisation agricole? » janvier 2011, p. 67, http://www.graf-Burkina-Faso.org/IMG/pdf/Edition_Agrobusiness_Burkina_GRAF.pdf.

66 Ibid.

67 « Conflits Agriculteurs-Eleveurs: Vers un génocide des Peuls? » Lefaso.net, 31 mai 2012.

Dans les municipalités urbaines, la spéculation foncière et la gestion inappropriée des terrains résidentiels ont été décrites comme des sources potentielles de violence. Sous l'égide de Sankara, de vastes réformes avaient été entreprises et l'État contrôlait de larges zones foncières. Plusieurs villes ont ainsi connu des développements massifs stimulés par le slogan « un foyer, un terrain », mais l'habitat informel a subsisté. Dans le cadre du processus de décentralisation qui a suivi, la responsabilité du développement des subdivisions a été transférée aux communes, sous la supervision des élus locaux. Ouagadougou s'est ainsi retrouvé avec une série de problèmes provoqués par l'urbanisation et la rapidité de la croissance de la ville. Les dernières années, des villages et des terres cultivables ont été « avalés » par la ville sans tenir compte des besoins réels de la population. Au contraire, cela a fourni aux élus locaux une occasion de s'enrichir par le clientélisme, et des mouvements de protestation se sont fait entendre dans de nombreuses municipalités⁶⁸.

On nous a parlé aussi de tensions sociales autour de l'exploitation minière. Depuis quelques années, le Burkina Faso bénéficie d'un boom minier. Avec la montée des prix de l'or, les compagnies minières ont tiré parti du cadre législatif favorable aux investissements. Huit mines industrielles sont aujourd'hui exploitées, et de nombreux permis de recherche ont été accordés. Depuis 2009, l'or est devenu la première exportation du Burkina Faso, et les taxes minières prennent une importance croissante dans les recettes de l'État⁶⁹. Le boom minier a eu plusieurs répercussions négatives, surtout à l'échelon local, avec l'émergence de préoccupations concernant les droits humains. Il s'agit de problèmes liés à l'accès à la nourriture, à l'eau et au logement pour les communautés vivant à proximité des mines ; à l'état de l'environnement ; et aux possibilités d'éducation, de formation et d'emploi. Les mineurs « artisanaux »,

non officiels, ont été déplacés au profit des compagnies minières, et les populations locales sont profondément frustrées de voir leurs attentes et leurs demandes non satisfaites. Il nous a été dit que plusieurs manifestations avaient eu lieu en raison de ces tensions⁷⁰.

ÉDUCATION

Le système éducatif du Burkina Faso se caractérise par une distinction entre institutions formelles et informelles. Malgré les progrès visant à universaliser l'éducation de base, nous avons entendu dire que le système éducatif burkinabè était en crise et qu'il pouvait être source de revendications concernant l'accès et les résultats. Les plaintes concernent en particulier la qualité de l'enseignement, la médiocrité des infrastructures et la mauvaise répartition géographique des écoles (82 % de la population en âge d'aller à l'école vivent en zone rurale, mais on trouve un nombre disproportionné d'écoles en zone urbaine). Les écoles au Burkina Faso ont tendance à reproduire l'ordre social existant : les enfants venant de familles aisées ont plus de chances de réussir que les élèves défavorisés et la baisse des bourses affecte principalement les pauvres en zone rurale. S'ajoutent à ceci des inquiétudes concernant la pertinence des programmes par rapport au marché du travail au Burkina Faso. Ces insuffisances ne contribuent guère à encourager les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école. Ainsi, nous avons entendu dire que

si le Peul de Dori préfère envoyer son fils garder les bœufs ou fréquenter l'école coranique, c'est parce que la nation ne lui propose pas d'alternative réelle ou de compromis possible. Si le Gourmantché de Maticouali consulte le sable avant d'envoyer son enfant, surtout sa fille, à l'école, c'est parce que la nation ne lui a pas dit que cet enfant doit aussi lire dans un cahier pour son propre intérêt et celui de la nation

68 Devant ces abus, le gouvernement a décidé le 18 mai 2011 de suspendre temporairement les activités de développement des subdivisions dans le pays pour faire le point sur la situation et proposer des mesures pour y remédier. En octobre 2013, les États Généraux ont proposé des mesures de subdivision visant à informatiser la gestion des terrains, l'arrêt de l'attribution des terrains à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et le règlement des passifs, des mesures contre les habitations informelles et des incitations pour encourager la population à adopter des constructions verticales. La mise en œuvre de ces mesures devra être surveillée de près, car les pratiques actuelles sont solidement enracinées.

69 « Environnement et production minière au Burkina Faso: Les mesures de sauvegarde de l'environnement sont prises », Lefaso.net, 28 janvier 2014.

70 « Saccage de la mine de Pelegtanga: 18 personnes arrêtées », Police Nationale Burkina Faso, 26 septembre 2011.

entière ou que la nation ne lui a pas donné les moyens pour cela⁷¹.

Le malaise est de plus en plus perceptible s'agissant de l'enseignement supérieur. Les problèmes mentionnés concernent le manque d'infrastructures, le chevauchement des années universitaires, la pénurie d'enseignants, l'appauvrissement des étudiants, les services sociaux inadaptés, les grèves et surtout les difficultés pour les diplômés à trouver un emploi. Pour de nombreux acteurs, le problème de l'emploi des jeunes est une « bombe à retardement au niveau social et politique ». Cette crise reflète non seulement l'économie et le taux élevé de croissance de la population, qui est de 3,05 %, mais également le système éducatif. Dans l'enseignement supérieur en particulier, les études générales priment sur le technique ; les diplômés sont considérés comme manquant de prise d'initiatives, ce qui accentue l'écart entre les résultats scolaires et les besoins du marché du travail. Il n'est pas surprenant d'entendre parler de niveaux de chômage élevés parmi les diplômés d'établissements d'enseignement supérieur. Près de 140 000 personnes arrivent chaque année sur le marché du travail, mais le nombre d'emplois créés s'élève à 20 000 seulement⁷². Ces dernières années, le ministère de la Fonction publique a reçu près d'un demi-million de candidatures de la part de diplômés récents ou nouveaux, postulant souvent à plusieurs reprises, pour 10 000 postes dans la fonction publique.

Face à la quasi-faillite de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, le premier ministre a investi des ressources supplémentaires. Cependant, comme le soulignent certains chercheurs, « [P]lus que sous-scolarisé, le Burkina Faso est mal scolarisé, avec un système éducatif coûteux et trop peu performant ; par-delà la question de son coût, le problème est celui de l'incapacité (de la non-volonté ?) à véritablement instituer l'École. Ainsi, plus que jamais, c'est bien la finalité de

l'éducation qui est en jeu : quelle École pour quel développement, pour quelle société »⁷³? Certains attribuent la responsabilité de la crise au gouvernement, qui a laissé la situation se détériorer sans prendre les mesures qui s'imposaient. En effet, bien que l'université soit considérée comme un lieu de contestation politique, les enfants des élites au pouvoir font souvent leurs études à l'étranger ou dans des écoles privées aux ressources plus importantes. De nombreux étudiants pensent que leurs préoccupations ne sont pas entendues par le gouvernement et accusent les autorités de traiter les contestataires de « vandales », si bien que les griefs légitimes sont ignorés comme un exemple supplémentaire d'incivisme. De nombreuses personnes interrogées ont le sentiment que les écoles burkinabè sont en quelque sorte devenues une poudrière. Certains pensent que les valeurs traditionnelles, telles que le respect des aînés et des enseignants, ont disparu et font remarquer que tricher aux examens est devenu banal.

En réalité, l'université au Burkina Faso reflète l'évolution de la société. Les étudiants sont en général plus instruits et bien plus conscients de ce qui se passe dans le monde grâce à leurs études et à leur exposition aux technologies de l'information. S'ils sont de plus en plus enclins à s'exprimer par la violence, c'est très probablement parce que leurs revendications ne sont pas prises en compte. L'accès à un enseignement supérieur sélectif socialement donne aux étudiants le sentiment de faire partie d'une élite sociale et encourage les aspirations à une vie meilleure ; cependant, beaucoup sont confrontés à des problèmes de survie et n'ont pas les moyens de vivre décemment. L'écart entre leurs aspirations et la dure réalité de leur situation accentue le risque de confrontation. Les griefs ne sont pas dirigés contre la police, mais contre les pouvoirs publics qui peuvent écouter et entamer un dialogue. Il incombe à ces pouvoirs publics de leur prêter une oreille attentive et de bonne foi dans l'intérêt d'éviter le conflit et d'apaiser les tensions.

71 Marc Pilon et Madeleine Wayack, « La démocratisation de l'enseignement au Burkina Faso : que peut-on en dire aujourd'hui ? » *Cahiers d'études africaines*, n° 169-170 (2003), p. 84.

72 Pierre J. Kamano et al., « Les défis du système éducatif burkinabè en appui à la croissance économique », *Document de Travail de la Banque Mondiale*, n° 196 (2010), http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/07/23/000020953_20100723160658/Rendered/PDF/558450FR0Les0defis0du0systeme.pdf.

73 Pilon et Wayack, « La démocratisation de l'enseignement au Burkina Faso », p. 84.

Facteurs culturels

Le Burkina Faso est un État multiethnique et multi-religieux (encadré n°2), mais les conflits identitaires sont beaucoup moins répandus au Burkina Faso que dans les pays voisins qui partagent cette caractéristique. Pourtant, les différents groupes sociaux ne cohabitent pas de façon harmonieuse. Dans la section suivante, nous décrivons l'évolution récente des pratiques religieuses au Burkina Faso dans le cadre des facteurs d'attraction. Nous nous attachons ici aux évolutions décrites de façon plus adéquate comme des facteurs structurels, car elles concernent de grandes préoccupations au sujet de la discrimination dans la société.

De nombreuses personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude quant à la capacité de l'État à exercer une supervision appropriée des groupes religieux. Parfois, le gouvernement semble vouloir éviter d'irriter les chefs et fidèles religieux, préférant ne pas agir lorsque la liberté de pratique religieuse va à l'encontre des droits d'autres citoyens (par ex., en termes de bruit). Lors d'une intervention, l'usage excessif de la force ou du pouvoir public (par ex., la fermeture d'édifices religieux) peut entraîner des réactions violentes. À Bobo Dioulasso, nous avons entendu parler de cas où des fonds ont été collectés puis envoyés à des chefs religieux étrangers, et que ces fonds rentraient. Dans la région de l'ouest en particulier, des chefs religieux sont apparus ayant des ressources importantes et donnant parfois des sermons incendiaires. Les chefs religieux encouragent en général à la tolérance, mais nous avons entendu parler de situations où certains avaient dénigré d'autres communautés religieuses ou d'autres chefs au sein de la même communauté.

Le gouvernement est tout à fait conscient de ce problème, et nous avons entendu parler d'efforts visant à entamer un dialogue interreligieux. Certains interlocuteurs considèrent ceci comme relativement superficiel et « élitiste » car ce dialogue concerne ceux qui ont le pouvoir et non pas les fidèles. Dans l'ensemble, nous

avons eu l'impression que les institutions religieuses se développaient de façon désordonnée. En outre, il semble y avoir un manque d'informations car nous ne connaissons aucune étude ni base de données publique qui compile des informations de base sur les églises, les mosquées et autres lieux de culte au Burkina Faso.

De même, les écoles religieuses semblent avoir une totale autonomie concernant le contenu de leur enseignement. Les efforts visant à harmoniser les programmes de ces écoles avec ceux des écoles laïques officielles, publiques ou privées, ne sont pas suffisants. Par conséquent, de nombreux diplômés des écoles religieuses ont des difficultés à s'insérer dans la vie professionnelle. Face aux options limitées, les diplômés des écoles islamiques choisissent souvent de poursuivre leurs études dans la région du golfe Persique, ce qui contribue peu à améliorer leurs possibilités d'emploi au Burkina Faso. Pour nombre de nos interlocuteurs, la non-intégration des écoles islamiques est une source potentielle de séparation, qui favorise les revendications liées à l'identité, à savoir, des revendications que les musulmans perçoivent en tant que musulmans.

Dans les écoles publiques laïques, nous avons décelé des tensions émergentes au sujet du port de symboles religieux. Les personnes interrogées ont noté que les femmes qui portent le voile sont sujettes à l'exclusion, alors que certains vêtements que beaucoup considèrent comme indécents (par ex., les mini-jupes) sont tolérés. Cette disparité apparente peut créer un sentiment d'injustice et de frustration susceptible d'être exploité. Certains musulmans considèrent que les lois qui régissent l'école n'autorisent pas un chef d'établissement à interdire aux élèves de porter des symboles religieux. Selon eux, ces interdictions ne sont que le résultat d'un certain zèle religieux et d'une certaine « islamophobie ». Ceci peut porter à conséquence pour les relations intercommunautaires si l'État ne donne pas d'orientation claire aux chefs d'établissements scolaires sur le traitement de ces situations, tout en clarifiant le pouvoir de ceux-ci d'une façon acceptée des parents et respectée de tous⁷⁴.

74 Pour avoir un exemple récent de la controverse concernant le port du voile dans les écoles publiques, voir « Des mesures contre le port du voile au CEG de Bieha », L'Événement, 1er mai 2013.

Certaines personnes interrogées considéraient les violations de la laïcité officielle par les pouvoirs publics eux-mêmes comme des sources de frustration. Nous parlons ici de l'installation d'arbres de Noël, des prières dans les services publics, des calendriers de l'avent dans les médias publics et des subventions pour des pèlerinages. En outre, des problèmes impliquant le Sénat ont parfois divisé les communautés religieuses, en particulier concernant la proposition que la composition du Sénat soit basée sur des motifs religieux, de façon à ce que les musulmans forment une majorité. Certains observateurs se demandent si l'implication des communautés religieuses dans les travaux parlementaires est cohérente avec le principe de laïcité. Ils font remarquer que les minorités ont également droit à la représentation. Pour d'autres, une telle intégration de la religion en politique est considérée comme une évolution bienvenue. À l'occasion d'une discussion, un chef religieux a affirmé que la composition du Sénat selon ces principes permettrait aux musulmans de veiller à ce que les lois prennent en compte les intérêts de leur communauté. De plus, la perception générale est que la législation actuelle est fondée sur le christianisme. Nous voyons dans ces débats un test des niveaux de tolérance et de cohésion dominants où les identités ethniques ou religieuses sont rarement utilisées comme base officielle du choix politique au Burkina Faso. Nombreux sont ceux qui craignent qu'une modification des normes actuelles aura un impact sur l'unité burkinabè déjà fragile.

La mondialisation de la religion est une autre source de tension potentielle. Non seulement la mondialisation contribue à ce que l'on sache ce qui se passe à l'autre bout du monde, mais elle entraîne la diffusion ou la promotion de valeurs qui peuvent aller à l'encontre des pratiques locales. Par exemple, la publication dans un journal danois d'un dessin humoristique du prophète Mahomet a suscité une vive réaction parmi les musulmans burkinabè⁷⁵. Le rôle des prédicateurs de l'étranger a également à cet égard attiré l'attention du gouvernement. Celui-ci a pris des mesures visant à interdire l'entrée au Burkina Faso aux prédicateurs considérés

comme inquiétants et a invité les communautés religieuses à prendre les devants. Pour approfondir ce point, nos interlocuteurs considèrent la coopération entre le Burkina Faso et certains pays du Golfe comme étant une épée à double tranchant. Le développement des relations de coopération entre ces pays est source de fonds pour le Burkina Faso, mais certaines communautés religieuses et certains citoyens expriment leur inquiétude de voir se répandre des pratiques religieuses conservatrices, contrairement aux pratiques de tolérance qui existent chez les Burkinabè.

L'impartialité de l'État laïque du Burkina Faso est également remise en question concernant sa relation avec les chefs traditionnels. Les personnes interrogées estiment que la base du pouvoir traditionnel est essentielle pour les hommes politiques et les partis politiques. À cet égard, certains parlent de l'exclusion de certains groupes des fonctions officielles (« Pourquoi une fonction stratégique particulière dans l'État n'est-elle pas occupée par l'un des nôtres ? »). De même, l'idée que des groupes de la société civile sont parfois manipulés à des fins politiques peut exacerber les tensions. Nombreux sont ceux au Burkina Faso, en particulier parmi les illettrés, qui n'ont pas de référence de comportement politique « normal » et considèrent la politique comme une lutte à mort contre des opposants politiques vus comme des ennemis. Plusieurs personnes interrogées ont souligné l'importance du leadership sur cette question afin de dissuader la population de voir leurs revendications en termes conflictuels.

Notre objectif dans cette section a été de démontrer que les facteurs d'extrémisme violent au niveau structurel (les facteurs incitatifs) dominant au Burkina Faso. Notre discussion fournit des preuves de nombreux facteurs socioéconomiques (perceptions de l'exclusion sociale et de la marginalité, discrimination sociale, attentes frustrées et dénuement relatif, ainsi que des besoins sociaux et économiques non satisfaits) ; de facteurs politiques (déni des droits politiques et des libertés civiles, empiètement politique et militaire, cor-

75 Alain Dabilougou, « Caricatures sur le prophète Mahomet : Les musulmans du Burkina Faso protestent », *Le Pays*, 9 février 2006.

ruption endémique pour les élites qui ont les bonnes relations, conflits locaux et sentiments d'injustice envers les sociétés et les populations musulmanes) ; et de facteurs culturels (menaces culturelles plus larges et agendas religieux proactifs) (encadré n°1). Les personnes interrogées ont clairement perçu qu'une grande partie des conditions sous-jacentes de l'extrémisme est présente au Burkina Faso et ont exprimé leur inquié-

tude, mais aucune de ces conditions n'a donné lieu à un conflit soutenu ni à un extrémisme violent. Par conséquent, nous discernons une grande vulnérabilité à l'extrémisme violent par rapport à ces facteurs structurels, mais nous n'identifions aucune menace imminente, comme nous l'expliquons dans la discussion sur les facteurs d'attraction et les sources de résilience.

FACTEURS D'ATTRACTION

Dans la section précédente, nous avons avancé l'argument que le Burkina Faso était vulnérable à l'extrémisme violent à cause d'une prédominance de facteurs incitatifs. Cependant, ces facteurs seuls sont imprécis et ne produisent pas eux-mêmes d'extrémisme violent. Si c'était le cas, nous attendrions à voir de l'extrémisme violent à grande échelle au Burkina Faso et ailleurs. Pourtant, conformément à l'analyse détaillée précédemment, l'extrémisme violent se concrétise lorsque les facteurs à différents niveaux d'analyse sont réunis. C'est ce qui s'est passé dans des pays voisins du Burkina Faso, en particulier au Mali et dans le nord du Nigéria proche. Dans ces pays, nous trouvons des preuves de facteurs d'attraction, des évolutions au niveau individuel ou de groupe qui représentent une condition nécessaire à l'émergence de l'extrémisme violent.

Contrairement à d'autres états de la région, notre principale conclusion concernant les facteurs d'attraction au Burkina Faso indique qu'ils sont quasiment absents. Le Burkina Faso n'a pas été victime d'attaque terroriste⁷⁶. Nous avons réuni peu de preuves de l'implication des Burkinabè dans des conflits extrémistes régionaux et n'avons trouvé aucun lien direct entre les pratiques religieuses de plus en plus conservatrices au Burkina Faso et la situation au Mali, ni aucune preuve solide de radicalisation dans le pays. De même, nous n'avons entendu parler que de quelques exemples de la

présence d'extrémistes étrangers au Burkina Faso. Nos données ne sont pas exhaustives, mais les personnes interrogées ont toujours affirmé que l'extrémisme violent était très mineur au Burkina Faso. Pour tous les griefs qui troublent la population burkinabè, elles ont tendance à ne pas utiliser de termes extrémistes pour interpréter leur mécontentement et formuler les réponses. En effet, plusieurs personnes interrogées ont été surprises de nous entendre poser des questions sur un problème qui n'existe qu'à peine, en faisant remarquer que le Mali, le Niger et le Nigéria seraient des cas plus évidents à étudier.

Nous suggérons que le Burkina Faso représente un cas essentiel pour la prévention de l'extrémisme violent, qui doit être l'objectif principal des acteurs au Burkina Faso. À cette fin, nous décrivons les quelques exemples d'extrémisme violent que nous avons trouvés et ainsi, évaluons les sources possibles d'extrémisme violent au Burkina Faso à l'avenir. Nous avons déduit une typologie dans laquelle l'extrémisme violent peut émerger au Burkina Faso : comme effet de débordement des activités extrémistes régionales, suite à une radicalisation des individus ou des groupes au niveau national ou par l'influence d'extrémistes étrangers. En recueillant des preuves, nous avons cherché des facteurs d'attraction liés à chacune de ces possibilités et essayé d'identifier la présence et l'ampleur des idées extrémistes violentes au Burkina Faso. Les quelques points

76 La base de données sur le terrorisme mondial de l'université du Maryland répertorie trois incidents ayant eu lieu au Burkina Faso. Ceux-ci se sont produits en 1984 et 1991 (deux en décembre cette année-là) et ont entraîné deux décès, de deux fonctionnaires. La base de données ne cite pas les sources de ces incidents. Aucun de nos interlocuteurs n'y a fait référence. Voir le document du National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism, « Global Terrorism Database », décembre 2013, <http://www.start.umd.edu/gtd/>.

de données sur l'extrémisme au Burkina Faso laissent penser que le principal facteur d'attraction est le recrutement organisé par des groupes extrémistes régionaux, probablement en réponse à une offre d'argent de la part de groupes régionaux connus. Dans ces cas, les conditions structurelles sont permissives et le passage à l'extrémisme reflète un calcul économique plutôt qu'une réelle ferveur religieuse. Le mode de radicalisation est différent du processus ascendant observé ailleurs.

L'extrémisme régional et le Burkina Faso

Le Burkina Faso est situé dans une région instable. La vulnérabilité de la région au terrorisme et au financement du terrorisme en particulier a récemment été soulignée par le Groupe d'action financière et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest. Il a été noté que « l'instabilité politique, la violence ethnique et communautaire, la corruption généralisée, la pauvreté étendue et les taux élevés de chômage et de sous-emploi » pouvaient être exploités par les terroristes, en particulier à l'égard des jeunes⁷⁷.

La succession d'événements qui a mené à la crise au Mali à partir de 2012 et la constellation complexe d'acteurs impliqués sont décrites en détail ailleurs⁷⁸. De même, des explications complètes des évolutions en Côte d'Ivoire, au Niger et au Nigéria sont disponibles⁷⁹. La présence d'extrémistes actifs à proximité a forcément un impact sur le Burkina Faso. Les personnes interrogées ont quasiment toutes identifié une certaine instabilité régionale, en particulier en débordement de la crise malienne, comme un mode possible

grâce auquel l'extrémisme violent pourrait toucher le Burkina Faso.

Dans nos entretiens à Ouagadougou en particulier, nous avons entendu trois principaux arguments sur le fait que l'instabilité régionale suscite un sentiment accru de vulnérabilité pour le Burkina Faso. Tout d'abord, l'implication du Burkina Faso dans la crise malienne le rend plus susceptible d'être pris pour cible pour les combattants actifs au Mali. Le gouvernement burkinabè a réagi à la crise malienne de plusieurs façons. En premier lieu, 650 soldats burkinabè ont été déployés dans le cadre de la première Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine de la CEDEAO, qui a ensuite été absorbée dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). À l'heure où ce rapport est rédigé, nous comprenons qu'environ 1 500 troupes burkinabè se trouvent au Mali dans le cadre de la force de la MINUSMA, ainsi que 160 gendarmes supplémentaires dans le cadre d'une unité de police et quelques membres de personnel civil. À partir de début 2013, le Burkina Faso a commencé à déployer une force interne de 1 000 hommes. Basées dans la ville de Kaya au nord transformée en centre de commandement, ces troupes ont bénéficié d'une formation grâce à des donateurs occidentaux et sont désormais actives dans les régions qui touchent les frontières malienne et nigérienne. De même, le Burkina Faso a permis aux hélicoptères de combat et aux forces d'opérations spéciales français d'être basés dans le pays en lien avec l'opération Serval au Mali ; les États-Unis utilisent une base aérienne à Ouagadougou pour soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme dans la région⁸⁰.

77 Groupe d'action financière (GAF) et Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) [Inter Governmental Action Group Against Money Laundering in West Africa], *Terrorist Financing in West Africa*, Octobre 2013, <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/TF-in-West-Africa.pdf>.

78 ICG, « Mali: Reform or Relapse », *Africa Report*, n° 210 (10 janvier 2014), [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reform-or-relapse-english.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reform-or-relapse-english.pdf); Peter Tinti et al., « Illicit Trafficking and Instability in Mali: Past, Present and Future », Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, janvier 2014, <http://www.globalinitiative.net/download/global-initiative/Global%20Initiative%20-%20Organized%20Crime%20and%20Illicit%20Trafficking%20in%20Mali%20-%20Jan%202014.pdf>; Alexander Thurston et Andrew Lebovich, « A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis », *Institute for the Study of Islamic Thought in Africa Working Paper Series*, n° 13-001 (2 septembre 2013), <http://www.bcics.northwestern.edu/documents/workingpapers/ISITA-13-001-Thurston-Lebovich.pdf>; Ilaria Allegrozzi et Elise Ford, « Piecing Together the Jigsaw: Prospects for Improved Social Relations After the Armed Conflict in Northern Mali », *rapport de recherche d'Oxfam*, octobre 2013, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-piecing-together-jigsaw-mali-conflict-101013-en.pdf>.

79 Pour afficher des liens vers les rapports concernés de grandes organisations internationales et non gouvernementales, ainsi que des rapports et analyses actuels, sur les pages des pays pour la Côte d'Ivoire, le Niger et le Nigéria, voir <http://www.reliefweb.int>.

Le gouvernement burkinabè a entrepris de réagir à la crise malienne également par des mesures non cinématiques de lutte contre le terrorisme. Nous avons entendu dire par exemple qu'un effort visant à diffuser des messages de tolérance et de paix a été lancé, notamment à l'attention des mosquées et des églises. Les services gouvernementaux concernés dans le nord du pays collectent des informations et portent les préoccupations à l'attention des autorités locales. Nous avons entendu dire que les médias, notamment la télévision, sont surveillés pour déceler d'éventuels contenus extrémistes. Ces types de mesures peuvent être identifiés comme des actes de lutte contre l'extrémisme violent, bien que le gouvernement burkinabè ne les appelle pas ainsi. En effet, le Burkina Faso a une stratégie officielle de sécurité intérieure qui fait plusieurs références au terrorisme, mais cette stratégie couvre la période allant de 2010 à 2020 et ne reflète pas la série de mesures prises en réaction au conflit au Mali. C'est peut-être pour cette raison que quelques-unes des personnes interrogées extérieures au gouvernement étaient au courant de son existence et qu'elles avaient tendance à voir la réponse militaire plus visible à la crise comme un facteur d'accroissement de la vulnérabilité.

Deuxièmement, un aspect clé de la réponse du Burkina Faso a été le rôle majeur du président Compaoré en tant que médiateur entre les groupes armés et le gouvernement malien, médiation qui a permis la signature de l'accord préliminaire de juin 2013 à Ouagadougou. Le président a de nombreux antécédents en matière d'engagements géostratégiques actifs dans les conflits régionaux, notamment son implication directe dans les crises au Liberia, en Sierra Leone, au Niger, au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali au cours des vingt dernières années⁸¹. Si certaines situations

passées l'ont étroitement lié à des personnages à la réputation peu enviable, par exemple en favorisant l'échange entre l'ancien dictateur libyen Mouammar Kadhafi et l'ancien président et seigneur de guerre du Liberia Charles Taylor, il s'est efforcé de se forger une réputation d'homme d'État et de pacificateur régional ces dernières années⁸². Les personnes interrogées avaient des avis mitigés sur le rôle du président Compaoré à cet égard. Beaucoup reconnaissent qu'il apporte un certain prestige et souvent des ressources au Burkina Faso, mais d'autres pensent qu'il s'est trop attaché aux manœuvres politiciennes régionales et s'est investi de manière insuffisante dans les affaires nationales.

Certaines personnes interrogées ont formulé une version plus cynique du dernier argument, en attirant l'attention sur les liens historiquement étroits du président avec les rebelles touaregs au Mali et au Niger, qui ont également bénéficié des largesses de Kadhafi. Sans se prêter au jeu des théories de complot, nous avons entendu dire par plusieurs personnes que l'aisance apparente du président à accueillir des leaders du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad constituait une sorte de stratégie d'apaisement concernant les groupes extrémistes régionaux. Alors que la présence de ces leaders à Ouagadougou est justifiée en termes de négociations continues, certains voient dans l'hospitalité du président une stratégie visant à s'assurer que les groupes armés au Mali s'abstiennent de poursuivre les combats au Burkina Faso. Ceux qui avancent ce point de vue mettent le doigt sur d'autres liens étroits et apparents entre lui et les combattants maliens. Djibrill Bassolé, par exemple, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, a eu l'occasion de rencontrer les groupes islamistes Ansar Dine et MUJAO pour leur demander de couper tout lien avec Al-Qaïda.

80 ICG, « Burkina Faso », pp. 25–26, 35–36 ; Claude Moniquet, « The Involvement of Salafism/Wahhabism in the Support and Supply of Arms to Rebel Groups Around the World », Direction générale, Affaires extérieures, Parlement européen, 2013, p. 23, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/457137/EXPO-AFET_ET\(2013\)457137_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/457137/EXPO-AFET_ET(2013)457137_EN.pdf).

81 ICG, « Burkina Faso », p. 19 (citation d'ICG, « Mali: Avoiding Escalation », *Africa Report*, n° 189 [18 juillet 2012], <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/mali/189-mali-avoiding-escalation.aspx>).

82 Peter Chilson, « Burkina Faso: A Small West African Country Struggles to Bring Peace to Mali », Pulitzer Center on Crisis Reporting, 14 août 2012, <http://pulitzercenter.org/reporting/burkina-faso-mali-border-control-political-corruption-ethnic-conflict-drought-refugee-crisis>; ICG, « Burkina Faso », pp. 25–26.

Un conseiller présidentiel, le Mauritanien Moustafa Limam Chafi, a également joué un rôle prépondérant pour assurer la libération des otages occidentaux au Mali, ce qui implique qu'une partie de la rançon peut être concernée⁸³. Cet accès a soulevé des questions chez certains, qui se demandent si ces relations sont trop étroites pour être confortables.

Nous ne pouvons offrir aucune preuve originale afin de confirmer ou de nier la véracité de ces questions, mais nous pouvons témoigner de ce que nous avons entendu lors des entretiens concernant les types de facteurs d'attraction qui peuvent émerger au Burkina Faso. Certains interlocuteurs pensent que la notoriété du président Compaoré en tant que pacificateur régional et ses associations liées aux partis en guerre peuvent faire échouer son approche au détriment de la stabilité au Burkina Faso. Selon ce point de vue, la stabilité dépend des groupes armés, à savoir s'ils voient toujours le pays comme un refuge.

Troisièmement, les personnes interrogées ont soulevé des inquiétudes quant à la décision du Burkina Faso d'accueillir des réfugiés touaregs déplacés par les combats au Mali. À l'heure où ce rapport a été rédigé, le Burkina Faso accueillait près de 50 000 réfugiés dans trois camps⁸⁴. D'autres réfugiés vivent dans la communauté à différents endroits. Les personnes interrogées considéraient clairement la décision d'accueillir des réfugiés comme une réponse appropriée et humanitaire mais faisaient remarquer que ceci impliquait un risque accru d'infiltration d'extrémistes⁸⁵.

Ces trois inquiétudes reflètent les perceptions de débordement d'extrémisme violent du Mali au Burkina Faso⁸⁶. Quelles sont les preuves indiquant que ceci s'est réellement produit ? Malgré les préoccupations concernant la vulnérabilité accrue, nous n'avons trouvé que peu de preuves indiquant que l'extrémisme violent avait traversé la frontière de façon à attirer les Burkinabè vers l'extrémisme en nombre conséquent.

Nous avons trouvé quelques exemples de participation des Burkinabè dans des groupes d'extrémistes régionaux signalés dans les médias, ainsi que des preuves de la tentative de Boko Haram de collecter des fonds et d'acquérir des armes au Burkina Faso⁸⁷. Nous avons entendu parler de quelques autres cas où des Burkinabè ont été appréhendés par les forces françaises au Mali. Quant aux facteurs d'attraction spécifiques pouvant être présents, notre travail sur le terrain à Ouahigouya en donne l'exemple le plus évident, bien que d'autres personnes interrogées aient entendu des histoires similaires à ce qui nous a été raconté. Une personne interrogée était au courant des activités de recrutement du MUJAO où 300 000 francs CFA ont été offerts en échange d'un engagement au combat. L'individu a accepté cette offre pour des raisons économiques. En effet, nous avons été informés qu'il était parti au combat, était revenu dans son village et avait utilisé l'argent pour ouvrir une petite affaire. À aucun moment il n'a été suggéré que cet individu ou d'autres approchés de la même façon avaient des motivations idéologiques. Ceux qui connaissent le chemin vers l'extrémisme ont souligné que les gens pauvres et désespérés qui ont

83 Tinti, « Illicit Trafficking and Instability in Mali », p. 13; Wolfram Lacher, « Challenging the Myth of the Drug-Terror Nexus in the Sahel », *West Africa Commission on Drugs Background Paper*, n° 4 (2013), p. 8, <http://www.wacommissionondrugs.org/wp-content/uploads/2013/08/Challenging-the-Myth-of-the-Drug-Terror-Nexus-in-the-Sahel-2013-08-19.pdf>.

84 Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), « Fact Sheet: UNHCR Operation in Burkina Faso », 30 septembre 2013, <http://www.unhcr.org/4d919f369.pdf>.

85 ICG, « Burkina Faso », p. 36.

86 Peu de personnes interrogées ont associé la menace de l'extrémisme violent au problème durable de la criminalité transnationale organisée dans la région. Bien que certains groupes extrémistes au Mali aient été plus impliqués que d'autres dans le trafic de drogue, réfutant la vision directe d'une connexion à la terreur de la drogue, les trafiquants ont eu tendance à se positionner de tous les côtés du conflit. Voir Lacher, « Challenging the Myth of the Drug-Terror Nexus in the Sahel ». Nous n'avons trouvé aucune preuve suggérant que des types d'activité criminelle pendant la crise malienne avaient eu un impact perceptible sur la sécurité des Burkinabè.

87 Sénateur Iroegbu, « Nigeria: Insurgency – Foreign Mercenary With Dual Chad, Burkina Faso Nationality Captured » This Day, 28 mars 2014, <http://allafrica.com/stories/201403280856.html> ; GAFI et GIABA, *Terrorist Financing in West Africa*, pp. 17, 24.

perdu confiance en la capacité de l'État à améliorer leur situation ou à faire en sorte que justice soit faite ont peu à perdre en acceptant de s'engager dans un conflit moyennant une rémunération, même s'ils sont partagés sur la cause pour laquelle ils se battent apparemment.

Notre travail sur le terrain à Dori, avec notamment une journée de réunion de groupes de recherche dans un camp de réfugiés à proximité, a révélé que les extrémistes sont plus susceptibles de préférer vivre dans la communauté. Bien que la vie dans un camp s'accompagne de nombreux avantages matériels et autres, les populations des camps doivent se soumettre à un niveau d'administration et de supervision qui peut dissuader les extrémistes qui cherchent à dissimuler leur présence. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés utilise par exemple la biométrie à des fins d'enregistrement. Nos interlocuteurs dans le camp connaissaient les groupes extrémistes régionaux, connaissaient leurs noms et avaient souvent eu affaire à eux lorsqu'ils ont fui le Mali. Ils ont fourni une description de ces groupes correspondant aux sources existantes, en particulier en ce qui concerne l'évolution de la violence, le modèle de recrutement et la composition nationale de ces groupes⁸⁸. À ce sujet, nous avons entendu dire que les groupes islamistes au Mali sont assez divers, avec des combattants de différentes nationalités de la région et, dans certains cas, au-delà. Nous avons posé des questions sur la présence de Burkinabè parmi eux, et à aucun moment les interlocuteurs n'ont confirmé que des Burkinabè étaient impliqués, bien qu'ils aient reconnu cette possibilité. Il est intéressant de noter que comme ce que nous avons entendu sur les efforts de recrutement des extrémistes au Burkina Faso, les réfugiés ont expliqué le même mécanisme de recrutement (le MUJAO frappe à la porte et fait une offre d'argent en échange d'une participation) et la même somme d'argent (300 000 francs CFA) au Mali. Ils n'ont indiqué aucune preuve de présence extrémiste dans les camps. En revanche, nous avons trouvé des preuves de présence extrémiste en dehors du camp. Nous avons entendu dire, de différentes sources exté-

rieures au camp, que suite à l'escalade du conflit au Mali, quelques Touaregs aux ressources conséquentes ont commencé à faire leur apparition dans des villes comme Dori et ont attiré l'attention de certains locaux avec des opinions religieuses extrêmement conservatrices. Ils se sont fait connaître des chefs religieux locaux, qui ont utilisé leurs réseaux pour entamer un dialogue avec les nouveaux arrivants. Leur présence ne semblait pas servir de facteur d'attraction, invitant les locaux à se radicaliser.

Nous avons demandé leur avis aux personnes interrogées dans le camp de réfugiés et ailleurs sur ce qui était arrivé aux combattants au Mali lorsque les Français avaient revendiqué un territoire perdu aux mains des groupes armés. Y a-t-il des raisons de croire que ces groupes ont pu fuir au Burkina Faso ? Les réponses ont été unanimes : les extrémistes étaient bien plus susceptibles de se retirer en Algérie, où ils avaient établi un refuge sûr. Parmi les Burkinabè qui se sont engagés aux côtés des groupes armés après avoir accepté des sommes d'argent, nous avons entendu que certains étaient peut-être passés en Libye, même si nous ne connaissons pas leurs motivations à ce jour, à savoir, s'ils ont acquis une certaine forme de ferveur religieuse, si on leur a offert plus d'argent ou s'ils avaient des motivations complètement autres.

Les preuves qui attestent du passage de l'extrémisme violent au Burkina Faso en raison du conflit régional sont faibles. Lorsque cela est avéré, le facteur d'attraction concerné était probablement un discours de recrutement d'un groupe extrémiste aux ressources conséquentes dans la région. En outre, les modèles de recrutement au Mali et au Burkina Faso présentent des similitudes. Notre impression sur l'ampleur de ce phénomène au Burkina Faso est que ces cas sont loin d'être nombreux. Même s'il existe une perception générale sur la vulnérabilité et que les facteurs incitatifs abondent, les facteurs d'attraction concernant le débordement transfrontalier de l'extrémisme du Mali ou d'ailleurs sont rares.

88 Andrew Lebovich, « The Local face of Jihadism in Northern Mali », *CTC Sentinel* 6, n° 6 (juin 2013) : 6-10.

Autres chemins possibles vers l'extrémisme

Étant donné que les débordements de conflits régionaux impliquant des extrémistes n'ont pas produit d'augmentation démontrable de la radicalisation parmi les Burkinabè, nous avons cherché d'autres façons possibles par lesquelles l'extrémisme violent pouvait émerger au Burkina Faso. La radicalisation au Burkina Faso peut se produire comme ailleurs, si bien que de petits groupes d'amis en quête d'action se mobilisent et adoptent un cadre extrémiste pour interpréter leurs revendications et déterminer leurs réactions. Nous avons cherché des preuves d'une radicalisation ascendante, en particulier la présence d'idées et de rhétorique d'extrémisme violent. Un autre facteur d'attraction possible peut découler de la présence d'extrémistes étrangers qui peuvent être bien placés pour importer des idées extrémistes et les transmettre à des individus et des groupes vulnérables en faisant du prosélytisme.

Nous n'avons trouvé aucune preuve directe d'extrémisme violent résultant d'un processus ascendant, d'individus ou de groupes s'étant radicalisés ni de la présence d'extrémistes étrangers. Ces deux voies possibles doivent être examinées dans le cadre de l'évolution des pratiques religieuses au Burkina Faso, un sujet que nous avons très largement abordé avec les personnes interrogées. Leurs réponses, qui correspondaient largement au contenu des ouvrages spécialisés sur le sujet⁸⁹, se regroupaient autour de trois points, qui soulignent la complexité de ces questions mais affirment également la nature extrêmement paisible de l'observance religieuse au Burkina Faso.

Tout d'abord, les personnes interrogées se sont empressées de parler de la nature fondamentalement tolérante des relations interconfessionnelles au Burkina Faso, qui a plusieurs raisons⁹⁰. Par exemple, même si l'islam et le christianisme sont les religions dominantes et attirent

environ 60 et 20 % de la population, respectivement, de nombreux Burkinabè conservent des pratiques animistes, ainsi la foi est souvent syncrétique. Tout comme les familles sont souvent composées de différentes origines ethniques, elles ont également différentes religions ; plusieurs personnes ont décrit ce phénomène comme un rempart contre le conflit interconfessionnel, car tout le monde a un proche musulman, chrétien, etc. Les chefs religieux ont toujours adopté un ton modéré et développé des pratiques visant à reconnaître les fêtes les uns des autres et faire preuve de respect mutuel. En effet, même si nous défendons une articulation plus marquée de la *laïcité* dans le contexte burkinabè, l'État fait des fêtes musulmanes et chrétiennes des jours fériés officiels, et il n'y a aucune religion d'État. Le Burkina Faso accorde une grande importance à cette tolérance, et l'expérience montre que les tensions religieuses sont plus souvent intra-religieuses qu'interconfessionnelles⁹¹, en particulier au sein de la communauté musulmane, avec un clivage majeur entre l'ordre soufi de la Tijâniyya et les sunnites à tendance wahhabite.

Deuxièmement, les personnes interrogées ont décrit une tendance à l'augmentation des pratiques religieuses conservatrices parmi les fidèles de toutes religions, qui va à l'encontre de la tolérance historique au Burkina Faso. Les jeunes hommes musulmans en particulier se font pousser la barbe et choisissent de porter des pantalons courts, s'inspirant du prophète Mahomet. Une chrétienne interrogée a raconté son étonnement lorsque la domestique musulmane de sa famille, employée depuis longtemps, a commencé à porter le voile, à demander à avoir du temps pour prier et a refusé d'acheter du porc et de l'alcool pour la famille. Ces changements progressifs selon certains sont sans précédent, mais de plus en plus courants. Nous avons noté une tendance chez les personnes interrogées à associer cette évolution au débat interne sur l'incivisme au Burkina Faso. Il y a eu plusieurs incidents de tension

89 Voir par exemple Ousman Murzik Kobo, *Unveiling Modernity in Twentieth-Century West African Islamic Reforms* (Boston: Brill, 2012) ; Mara Vitale, « Trajectoires d'évolution de l'islam au Burkina Faso », *Cahiers d'étude africaines* 52, n° 2-3 (2012) : 367-387 ; Ousman Kobo, « The Development of Wahhabi Reforms in Ghana and Burkina Faso, 1960-1990: Elective Affinities Between Western-Educated Muslims and Islamic Scholars », *Comparative Studies in Society and History* 51, n° 3 (2009) : 502-532.

90 Canavera, « Spirit of Forgiveness », pp. 14-16.

91 Ibid., p. 15.

entre de jeunes musulmans et des chefs de communauté établis⁹², suggérant un écart entre générations au sein de la communauté musulmane et un cadre émergent de chefs plus jeunes. Étant donné la politisation des anciens chefs religieux dans le cadre du débat sur le Sénat, il n'est pas étonnant que certains jeunes se formalisent de leurs actions. Dans l'ensemble, de nombreux Burkinabè pensent que, contrairement au passé, l'identité religieuse peut constituer un clivage de plus en plus important plus qu'être source de cohésion.

Troisièmement, les personnes interrogées ont observé des niveaux croissants d'interdépendance entre les pratiques religieuses au Burkina Faso et celles d'ailleurs. Au-delà de la simple observation des façons dont la mondialisation a affecté les groupes religieux, nous avons eu l'impression que les musulmans burkinabè en particulier étaient connectés aux musulmans d'ailleurs de façon bien spécifique. Le Burkina Faso a par exemple bénéficié d'un programme de construction de mosquées financé par les Saoudiens, avec de nouvelles mosquées à Ouahigouya, Tougan et Ziniaré. (Nous avons entendu dire que ceci avait été source de tension intra-confessionnelle pour les musulmans d'Ouahigouya, où les sunnites dominent désormais un espace conçu au départ pour l'ensemble de la communauté musulmane.) Nous avons entendu parler d'autres mosquées financées par des étrangers ailleurs, avec de l'argent venant des états du Golfe et de l'Iran. Il est fréquent pour les diplômés burkinabè des écoles islamiques, dont les possibilités d'emploi sont rares, de se rendre dans le Golfe pour poursuivre leurs études universitaires. C'est une voie à double sens ; nous avons entendu parler de prédicateurs étrangers qui viennent parfois au Burkina Faso. En effet, étant donné la faiblesse de la supervision des institutions religieuses, il est difficile d'estimer le nombre de mosquées financées par des étrangers ou le nombre de prédicateurs étrangers présents au Burkina Faso à l'heure actuelle. Bien que nous acceptions l'avis indiquant que les réformes islamiques en direction du wahhabisme au Burkina Faso et dans la région ont des origines fondamentalement

locales, elles s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement mondial⁹³.

Plusieurs personnes interrogées ont interprété la trajectoire décrite ici, en particulier sur fond apparent de tolérance historique, comme un précurseur possible de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Il existe toujours la possibilité que l'extrémisme violent apparaisse au Burkina Faso à l'avenir par une radicalisation ascendante ou suite à l'influence exercée par des extrémistes étrangers. Pourtant, nous n'avons trouvé que très peu de preuves d'extrémisme violent lié à ces tendances. Nous avons trouvé quelques exemples de jeunes musulmans qui se mobilisent et utilisent ou cherchent à recourir à la violence. Nous avons entendu parler d'un petit groupe de jeunes musulmans burkinabè arrêtés à Bamako avec l'intention d'aller dans le nord du Mali afin de bénéficier d'une éducation religieuse à une période où les groupes islamistes armés contrôlaient un territoire important. Il s'agit toutefois d'incidents isolés et nous ne pouvons pas confirmer qu'ils étaient en voie de radicalisation.

De même, nous avons entendu parler de quelques exemples d'étrangers dans le pays qui reprochaient aux locaux de ne pas pratiquer l'islam de façon plus stricte. Les personnes interrogées à Ouahigouya par exemple ont parlé d'un incident où des hommes à l'accent britannique ont interrompu un jeu de cartes dans la rue et ont tyrannisé les participants, qui selon ces hommes auraient dû être en train de travailler ou de prier. À Bobo-Dioulasso, la présence de prédicateurs maliens « charismatiques » a été mentionnée, ainsi que leurs activités de collecte de fonds. Pourtant, nous n'avons vu aucune preuve que ces hommes avaient réussi à radicaliser les Burkinabè. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que les pratiques religieuses de plus en plus conservatrices et les liens plus étroits avec d'autres croyants à l'étranger pouvaient simplement refléter l'exercice volontaire du droit à la liberté de religion d'un individu et que le conservatisme ne devait pas être assimilé à de l'extrémisme. En particulier s'il est

92 Par exemple, « Manifestation des jeunes musulmans : L'imam Sana pris dans ses propres contradictions », *Journal Mutations Burkina Faso*, 22 mars 2013.

93 Kobo, *Unveiling Modernity in Twentieth-Century West African Islamic Reforms*.

accompagné d'une reconnaissance de l'importance de la tolérance inter et intra-religieuse, ce langage basé sur les droits peut constituer un antidote à l'émergence des facteurs d'attraction. Même si quelques voix du paysage religieux burkinabè sont plus tolérantes que d'autres, les arguments extrémistes semblent avoir peu de résonance à l'heure actuelle.

De nombreuses personnes interrogées pensent clairement que ces facteurs d'attraction sont plus susceptibles d'émerger à l'avenir, en particulier venant de personnes et d'idées de l'étranger. Il est difficile de faire des prévisions concrètes à ce sujet, mais nous soulignons l'importance de la préservation de la tolérance et de la cohésion sociale dans nos recommandations. Sensible à ces questions, le gouvernement prend des mesures visant à favoriser le dialogue inter-religieux⁹⁴ et à être plus prudent dans l'exercice des contrôles de visas dans certains pays, notamment en Afghanistan, au Bangladesh, en Iran et au Pakistan, afin de minimiser le risque d'admettre des prédicateurs extrémistes, avec l'idée que le gouvernement manque de capacité à les surveiller une fois qu'ils sont au Burkina Faso.

Des études récentes sur le Burkina Faso ont soulevé le spectre de l'extrémisme violent, mais ont révélé en général que la menace reste distante. Une étude a signalé par exemple que « [l']activité des groupes islamistes au Mali et au Niger commence à avoir un

impact au Burkina Faso ... mais ceci reste relativement marginal »⁹⁵. Une autre étude a révélé qu'il est « peu probable que l'émergence des mouvements extrémistes religieux... constitue une menace sérieuse pour la sécurité dans un avenir proche »⁹⁶. De même, « des [r]apports indiquant qu'il est possible que quelques praticiens intolérants de l'islam soient présents ou engagés au Burkina Faso faisaient également partie des faibles signes de l'exposition du Burkina Faso au fondamentalisme islamique »⁹⁷. Plus que de réitérer simplement ces dires, notre étude approfondit les preuves, pour permettre de comprendre plus précisément la menace pour le Burkina Faso en clarifiant que, malgré la présence de facteurs incitatifs, les facteurs d'attraction sont largement absents. Notre approche souligne également des sources possibles d'extrémisme violent à l'avenir, en particulier concernant les perceptions d'augmentation de l'intolérance religieuse et l'influence de personnes et d'idées de l'étranger. Notre principale conclusion (des facteurs incitatifs abondants et des facteurs d'attraction rares) constitue un mandat et une orientation clairs pour que les parties prenantes prennent des mesures visant à prévenir l'extrémisme violent au Burkina Faso.

94 Kader Patrick Karantao, « Pour des rapports apaisés entre croyants : Dialogue interreligieux », *Sidwaya*, 14 novembre 2013 ; Katrin Langewiesche, « Le dialogue interreligieux au service du développement », *Bulletin de l'APAD*, n° 33 (2011).

95 Bertrand, Sindayigaya and Deceukelier, « Identifying Opportunities for Civil Society–Led Conflict Resolution in Burkina Faso », p. 13.

96 ICG, « Burkina Faso », p. 35.

97 Miles, « Deploying Development to Counter Terrorism », p. 41.

SOURCES DE RÉSILIENCE

Malgré la présence de facteurs incitatifs, la quasi-absence de facteurs d'attraction signifie que le Burkina Faso n'est pas victime d'extrémisme violent. Préserver la paix et la stabilité exige de prendre des mesures préventives pour réduire la vulnérabilité au niveau structurel tout en prenant des mesures pour veiller à ce que les facteurs d'attraction restent rares. Nous avons entrepris de documenter les sources de résilience au sein du Burkina Faso qui contribuent à ces objectifs, en identifiant des sources formelles et informelles venant de l'État et de la société civile. La présence de ces sources de résilience au Burkina Faso n'est pas un mince exploit. Dans le cadre de l'apparition du conflit dans les états voisins, les mécanismes visant à promouvoir la tolérance et la cohésion sociale et permettant la prévention du conflit et sa résolution ont été anéantis. Dans ces pays, la résilience sera difficile à reconstruire, si toutefois elle peut l'être. En attirant l'attention sur les différentes sources de résilience du Burkina Faso, nous recommandons que les parties prenantes agissent pour maintenir et étendre les sources latentes de paix et de stabilité dans le pays.

Les sources de résilience et l'État burkinabè

Cet examen est franc dans sa critique de l'État burkinabè et représente une source directe ou indirecte des facteurs politiques, socioéconomiques et culturels déjà décrits. Nous souhaitons que ces critiques soient constructives et reconnaissons que, loin d'être vu uniquement comme un problème, l'État est intégré aux

propositions de solutions à de nombreuses difficultés du Burkina Faso concernant l'extrémisme violent.

L'État burkinabè est une source réelle et potentielle de résilience. Malgré la faiblesse de son appareil civil et militaire et des revendications précédentes sur la mauvaise gouvernance, l'État burkinabè reste fonctionnel pour la plus grande partie de ses rôles publics (civils) ainsi qu'en termes de forces de défense et de sécurité. Même s'il existe des disparités régionales, il réussit plus ou moins à assurer le bien public principal de sécurité. La plupart des Burkinabè ont un sentiment de sécurité, même s'ils reconnaissent l'existence d'un conflit social ; selon l'enquête Afrobarometer de 2012 sur une période de 12 mois, une majorité des répondants a indiqué se sentir en sécurité, et plus de la moitié (55 %) a indiqué qu'eux-mêmes ou des membres de leur famille ne se sont pas sentis en danger. Deux tiers des répondants n'ont pas craint d'actes criminels à leur domicile. 72 % déclarent ne pas avoir été victimes de vol chez eux et 96 % ne pas avoir subi d'agression physique. Bien qu'une étude confirme que presque tous les Burkinabè reconnaissent l'existence d'un conflit social (95 % des répondants sur un échantillon de 325 personnes), il s'agit de conflits de faible niveau uniquement, ce qui contraste fortement avec l'échelle de violence observée ailleurs dans la région⁹⁸.

Les Burkinabè conservent un degré de confiance relativement élevé dans les institutions chargées d'appliquer la loi. Bien que le signalement d'actes criminels à la

police reste une exception plus qu'une règle, plus de la moitié des répondants à l'enquête Afrobarometer ont indiqué que s'ils étaient victimes d'actes criminels, ils se tourneraient d'abord vers la police pour demander de l'aide. En 2011–2012, l'enquête Afrobarometer a révélé qu'environ deux tiers des répondants indiquaient que les Burkinabè faisaient confiance à la police, par rapport aux 52 % en moyenne en Afrique pour la période allant de 2011 à 2013.

En cas de conflit, il existe des cadres officiels pour le dialogue et la consultation, ainsi que des mécanismes de médiation formels et informels. Au niveau de l'État par exemple, des institutions telles que le CES et le Médiateur du Faso assument ce rôle, même si leur juridiction est limitée. Bien que le bilan soit mitigé, le gouvernement envoie des délégations sur le terrain pour rétablir la paix entre les communautés ou au sein d'une communauté en cas de conflit grave. Le processus de dialogue inter-religieux suscite un certain scepticisme, à savoir que le gouvernement fait un pas en avant actuellement car il engage uniquement des élites et son impact reste vague. Sa simple existence est toutefois révélatrice, en particulier dans une région où les conflits intercommunautaires sont si fréquents.

Malgré ses lacunes, le système démocratique au Burkina Faso est marqué par l'existence d'une constitution, l'organisation d'élections libres et la décentralisation. C'est fondamentalement ce système qui aide à réguler les conflits d'accès au pouvoir et à établir une certaine stabilité politique. Les leaders politiques burkinabè reconnaissent en général cette idée, et le sentiment de responsabilité qu'ils affichent souvent peut servir de source de résilience. Malgré quelques dérapages, en particulier en temps de crise ou en période électorale, ils observent leur devoir et dissuadent et empêchent les militants de recourir à la violence.

Un point souligné concerne la compétence du gouvernement burkinabè à exercer un contrôle territorial. Bien que ses frontières soient difficiles et peut-être

impossibles à contrôler, il ne semble pas y avoir de territoire important hors de contrôle de l'État qui pourrait être utilisé par des groupes criminels pour s'installer de façon définitive. Dans les zones de forte criminalité ou potentiellement dangereuses, comme à la frontière avec le Mali, le gouvernement a déployé des forces de défense et de sécurité et s'est efforcé d'empêcher les criminels de s'implanter. Même si la couverture et l'efficacité de ces opérations sont inégales, des mesures en faveur de la résilience au Burkina Faso doivent viser à consolider les acquis et à combler les manques.

Bien que le gouvernement burkinabè ne semble pas avoir de stratégie actualisée de lutte contre le terrorisme ou l'extrémisme violent au niveau national, il a élaboré un certain nombre de mesures qui peuvent être définies dans ce document : mesures cinétiques (armée, police et forces de gendarmerie, déployées dans le nord du pays et à l'étranger) et non cinétiques (engagement communautaire, dialogue inter-religieux, contrôle des médias et contrôles des visas pour empêcher l'entrée de prédicateurs extrémistes de l'étranger). Dans le cadre de plusieurs de ces mesures, le Burkina Faso a bénéficié du soutien d'autres gouvernements et d'organisations régionales et internationales, ce qui a son importance, car au mieux, les initiatives de renforcement des capacités des partenaires extérieurs impliquent un transfert de ressources, d'expertise et de bonnes pratiques qui sont nécessaires pour développer la résilience dans l'État.

Le professionnalisme des journalistes burkinabè et la réglementation des médias par le Conseil supérieur de la communication constituent une autre source de résilience. Les discours de haine ont joué un rôle important dans le déclenchement de la violence intercommunautaire dans d'autres pays africains. Au Burkina Faso, malgré quelques violations des règles d'éthique, les médias se caractérisent en général par leur responsabilité sociale. Évidemment, l'équilibre entre la liberté de la presse et les mesures de réglementation des médias n'est pas parfait⁹⁹. Afin d'éviter les réprimandes ou les sanctions des organes de réglemen-

tation, de nombreux reporters choisissent de ne pas publier ni diffuser des messages qui pourraient inciter à la violence. De plus, les médias eux-mêmes s'organisent de façon à promouvoir l'autoréglementation. Malgré leurs insuffisances, ces expériences constituent de bonnes pratiques qu'il convient d'encourager.

Les mécanismes de réglementation restent néanmoins fragiles et les jeunes sont particulièrement méfiants par rapport aux efforts visant à promouvoir la paix sociale. Bon nombre d'entre eux manquent de points de référence pour s'engager en politique et sont moins socialisés ou supervisés par des institutions conventionnelles telles que la famille, l'école et les partis politiques. Un point similaire peut être soulevé par rapport aux chefs traditionnels, qui ont perdu une partie de leur légitimité à cause de leur engagement en politique. Pourtant, en distinguant le mauvais fonctionnement des institutions et leur échec, le premier garde la perspective que, par exemple, les chefs peuvent utiliser et s'appuyer sur leur légitimité pour nourrir la résilience burkinabè contre l'extrémisme violent.

Au-delà des institutions seules, l'idée du statut de nation que l'État burkinabè a mieux réussi à créer que les gouvernements des pays voisins constitue une source de résilience. Par l'indépendance et le nouveau nom donné au pays et au travers des révolutions et des coups d'État, le gouvernement est à l'origine de toute une série d'événements et de célébrations uniques pour donner corps à l'idée d'une identité nationale burkinabè. La Semaine nationale de la culture, par exemple, est organisée tous les deux ans afin de « revaloriser la culture traditionnelle détruite par les Français »¹⁰⁰ et célèbre la diversité des Burkinabè. Le 30 mars de chaque année, on célèbre la Journée nationale de pardon, lancée en 2001 dans le cadre de la réponse du président Compaoré aux tensions montantes au lendemain de l'assassinat de Zongo. Cette réponse a été à l'origine de la création en 1999 d'un Conseil des

sages afin d'examiner les options visant à apaiser les tensions. Leur recommandation a mené à un discours du président à la nation, demandant pardon pour « la torture, les crimes, les injustices, les agressions et tous les méfaits commis par des Burkinabè envers d'autres Burkinabè au nom et sous la protection de l'État, de 1960 à ce jour ». Ce discours est depuis diffusé à la télévision d'État tous les 31 mars¹⁰¹. La Fête nationale du Burkina Faso est célébrée en décembre, dans une ville différente chaque année, et organisée autour d'un thème spécifique. En 2013, cette célébration a eu lieu à Dori et le thème était « Civisme et cohésion sociale : fondamentaux d'un développement durable ». Comme d'autres l'ont fait remarquer par le passé, l'effet de cumul de ces mesures consiste à donner corps à un sentiment d'identité nationale, largement reconnu et approuvé par les Burkinabè et constitue une source de cohésion sociale¹⁰².

Malgré ses défauts importants, l'État burkinabè doit être considéré comme une source d'institutions et de pouvoir qui constituent une base solide sur laquelle bâtir la résilience. Le contrat social burkinabè n'est pas en très bon état, mais il a le mérite d'exister et, avec les efforts de bonne foi des acteurs nationaux et le soutien ciblé d'acteurs externes, il peut être nourri pour améliorer la vie des citoyens burkinabè et prévenir l'extrémisme violent.

Les sources de résilience dans la société civile

D'autres sources de résilience se trouvent en dehors de l'État, où le Burkina Faso peut mobiliser des niveaux de cohésion sociale relativement élevés malgré le pluralisme social, ethnique et religieux. La crainte de tomber dans la violence comme les pays voisins est un premier point de référence à cet égard. Dans leur rhétorique, les responsables communautaires attirent souvent l'attention sur les conflits brutaux qui ont ravagé d'autres pays africains, tout en appelant les Burkinabè à la retenue.

100 Canavera, « Spirit of Forgiveness », p. 20 (citation d'un ancien directeur de l'événement).

101 ICG, « Burkina Faso », p. 12, fn. 56. Voir Canavera, « Spirit of Forgiveness », pp. 13-14.

102 Canavera, « Spirit of Forgiveness ».

Les chefs religieux et traditionnels contribuent à la prévention, la gestion et la résolution du conflit, même s'ils sont parfois la cause d'autres problèmes. La grande majorité de ces chefs, malgré une crédibilité quelque peu affaiblie, n'hésite pas à s'exprimer pour défendre la paix sociale. Toutes les personnes interrogées ont décrit les Burkinabè comme un peuple pacifique et tolérant¹⁰³ et ont mentionné le niveau de paix et de stabilité qui domine avec un sentiment de fierté nationale, rappelant l'importance du métissage ethnique et religieux. Il est fréquent que des familles musulmanes et chrétiennes se rendent visite, partagent des repas et s'échangent des présents à l'occasion des fêtes religieuses. Certains chrétiens fêtent la Tabaski (la fête religieuse de l'Aïd al-Kabir) et certains musulmans fêtent Noël. Bien que ceci contrarie parfois les fondamentalistes des deux côtés, ils sont pour l'instant en minorité.

Les institutions sociales informelles encouragent également à la paix. Nous avons passé beaucoup de temps à parler de la « parenté à plaisanterie » avec les personnes interrogées. Ce terme fait référence à un système d'« associations connues (dans le groupe ethnique, la famille, le village, le quartier ou la classe sociale) où les deux parties concernées s'insultent abondamment tout en comprenant qu'elles sont fortement liées et responsables du bien-être l'une de l'autre »¹⁰⁴. À travers ces insultes verbales publiques à faible enjeu, « la parenté à plaisanterie joue à la guerre pour ne pas la faire »¹⁰⁵. La plupart des personnes interrogées ont cité cet exemple comme une source évidente et naturelle de cohésion sociale. La plupart ont reconnu les limites de la parenté à plaisanterie ; certaines menaces à la paix au Burkina Faso, comme en 2011, ont confirmé que la parenté à plaisanterie ne constituait pas de garantie contre le conflit. Les personnes ont regretté que cette tradition soit moins populaire chez les jeunes, en particulier en ville, et qu'elle risque de beaucoup reculer. En même temps, nous avons entendu parler de mesures à différents endroits visant à créer des « associations de parenté à plaisanterie », un effort visant à

institutionnaliser et préserver un mécanisme de cohésion sociale autrement informel. On nous a rappelé que la parenté à plaisanterie était courante dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais qu'elle avait disparu suite au conflit.

L'existence d'associations pluralistes de la société civile a également un effet de médiation, pour renforcer la résilience contre un conflit déstabilisant. Nous avons rencontré et discuté avec de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) dont le travail s'attache explicitement à créer de la cohésion sociale dans les secteurs liés aux facteurs incitatifs. Nous avons par exemple rencontré une ONG de Dori qui a une approche unique visant à créer une certaine harmonie intercommunautaire. Non seulement cette ONG organise des dialogues inter-religieux, mais elle utilise une méthodologie explicitement interconfessionnelle pour favoriser le travail de développement et l'investissement des jeunes. Ainsi, des liens se créent entre les groupes religieux à travers une expérience partagée et en faveur d'un objectif commun. La question reste ouverte : peut-elle être appliquée ailleurs ? Les chrétiens représentent seulement 1 % de la population à Dori et ont donc intérêt à participer à des initiatives inter-religieuses, mais cet exemple souligne cette approche particulière de la création d'une résilience, basée sur l'interconfessionnel et des activités.

D'autres ONG, la plupart faisant partie de réseaux d'ONG régionaux, sont également actives dans des parties critiques du pays et dans des secteurs essentiels à la création d'une résilience contre l'extrémisme violent. Au-delà du travail de développement traditionnel et vital autour des facteurs incitatifs que sont par exemple le chômage et le dénuement relatif, nous sommes tombés sur plusieurs exemples de programmes qui visent à aider les jeunes à développer des compétences liées à l'engagement politique. Nous avons entendu parler d'ONG actives dans les secteurs des médias et de l'éducation, qui tentent de développer les compé-

103 Selon l'enquête Afrobarometer de 2012, 76 % des Burkinabè pensent que la violence n'est jamais justifiée.

104 Canavera, « Spirit of Forgiveness », p. 7.

105 Ibid.

tences et d'élaborer les programmes scolaires de façon à améliorer la cohésion sociale. Certains partenaires internationaux soutiennent ces mesures, comme une reconnaissance de l'importance de la société civile dans le maintien de la cohésion sociale. Nous avons senti une demande très importante parmi les ONG locales de ce type de soutien. Conséquence de l'activité de ces ONG, une expérience se construit qui peut et doit être exploitée pour étudier les étapes suivantes en faveur de la résilience. Souvent, cette expérience concerne les objectifs de lutte contre l'extrémisme violent, même si elle n'est pas présentée comme telle.

La religion joue un rôle certain dans l'idée de résilience et certains mécanismes au niveau communautaire et parmi les chefs religieux facilitent l'identification des extrémistes et permettent de dialoguer avec eux. Le dialogue inter-religieux comme outil de création de résilience suscite un certain scepticisme. Ce dialogue ne doit pas être un but en soi et le rôle de l'État comme instigateur peut poser problème car il peut manquer de crédibilité aux yeux des participants et de leurs fidèles. Pourtant, le dialogue inter-religieux a pour conséquence importante la création de réseaux entre les chefs de différentes confessions. Ces réseaux peuvent offrir un moyen de communication en cas de besoin et donner le ton de relations apaisées à l'intérieur et entre les communautés. Des dialogues structurés peuvent également

préserver un espace de tolérance et de respect mutuel, ce qui a un effet de démonstration important.

Le Burkina Faso a une réputation de paix et de stabilité relatives dans la région, et ce n'est pas pour rien. Si l'État a eu un rôle dans l'émergence des facteurs incitatifs, il doit également être considéré comme une source réelle et potentielle de résilience contre l'extrémisme violent à l'avenir. De même, la société civile burkinabè constitue une source vitale de résilience. Les institutions et les organisations formelles et informelles recèlent de précédents et de partenaires pour créer une résilience. Les actions de ces parties prenantes ne s'alignent souvent pas parfaitement ; c'est un espoir irréaliste étant donné leurs intérêts différents. Nos conclusions et recommandations mettent davantage l'accent sur le fait que le Burkina Faso dispose de nombreuses ressources pour prévenir l'extrémisme violent, ce que les Burkinabè reconnaissent. Certains sont plus optimistes que d'autres sur l'avenir du pays et sa capacité à rester à l'écart des conflits et de l'extrémisme violent, mais tous affirment la valeur de la paix et de la stabilité au Burkina Faso. Les Burkinabè sont bien plus susceptibles d'être réformistes qu'opposants ; ils préféreraient de loin faire en sorte que les institutions existantes fonctionnent mieux plutôt que de les abandonner et de recommencer à zéro. Cette perspective va à l'encontre de l'extrémisme violent et est en soi source de résilience.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel est bel et bien à l'ordre du jour au niveau international et régional. Au-delà des mesures des Nations Unies, l'Union Européenne et le GCTF ont pris des initiatives intéressantes et la CEDEAO a récemment élaboré une stratégie de lutte contre le terrorisme¹⁰⁶. En outre, les leaders du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger ont récemment accepté de créer une nouvelle organisation, le G5 du Sahel, pour renforcer le développement et la sécurité dans la région. Lors de son lancement, le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a confirmé « [qu']il n'existe pas de développement durable sans sécurité ni de sécurité durable sans développement efficace »¹⁰⁷.

En évaluant l'impact des développements régionaux sur le Burkina Faso, ce rapport s'est penché sur trois questions. Tout d'abord, quelle est l'ampleur de l'extrémisme violent au Burkina Faso aujourd'hui ? Nous avons défendu l'idée que le Burkina Faso est vulnérable à l'extrémisme violent à cause de la présence de facteurs incitatifs, mais la menace n'est pas imminente et les facteurs d'attraction sont quasi-absents. Deuxièmement, quelles sont les origines ou les sources probables de l'extrémisme violent au Burkina Faso ? Selon des données limitées, elles semblent être apparues en réaction aux efforts de recrutement organisé de groupes extrémistes régionaux. Les sources probables d'un

extrémisme futur sont difficiles à préciser de façon concrète, mais les personnes interrogées ont souvent indiqué des niveaux de plus en plus élevés d'intolérance religieuse et l'importation possible d'idées extrémistes de l'étranger comme étant des sujets d'inquiétude particuliers. Troisièmement, quelles sont les sources de résilience contre l'extrémisme violent au Burkina Faso ? Plusieurs sources de résilience, formelles et informelles, viennent de l'État et de la société civile et offrent des possibilités aux parties prenantes d'encourager la résilience au Burkina Faso.

Le principal objectif pour les acteurs à l'avenir doit être de prévenir l'extrémisme violent grâce à des mesures en lien avec les conditions structurelles, tout en évitant l'émergence de facteurs d'attraction. Cette stratégie préventive ne doit pas porter atteinte aux mesures prises pour réagir au sous-développement et améliorer la sécurité des hommes de façon générale au Burkina Faso ; en comprenant que la sécurité et le développement sont liés, elle doit les compléter. Voici des recommandations à l'attention du gouvernement du Burkina Faso, de la société civile et des partenaires internationaux du Burkina Faso. Les recommandations qui figurent dans le programme d'action 2013 qui précédait ce rapport sont un point de repère de départ¹⁰⁸. Ce rapport souligne l'à-propos de nombre de ces recommandations et facilite par ailleurs une définition plus précise des priorités dans le contexte spécifique du Burkina Faso.

106 Martin A. Ewi, « The New ECOWAS Counter-Terrorism Strategy and Its Implications for West Africa », *ISS Today*, 13 mars 2013, <http://www.issafrica.org/iss-today/the-new-ecowas-counter-terrorism-strategy-and-its-implications-for-west-africa>.

107 Daniel Flynn, « African Nations Form G5 to Work on Sahel Security, Development », Reuters, 16 février 2014.

108 CGCC, « Countering Violent Extremism and Promoting Community Engagement in West Africa and the Sahel ».

Il n'y a aucune recommandation particulière à la perspective de la transition politique de 2015, mais la menace la plus sérieuse pour la paix et la stabilité au Burkina Faso à court terme ne vient pas de l'extrémisme violent mais d'un échec de gestion de cette transition politique. Les élites doivent en priorité minimiser les incertitudes qui entourent les événements de 2015. Les mesures les mieux formulées et bénéficiant des meilleures ressources afin de prévenir l'extrémisme violent au Burkina Faso auront un impact limité si le pays s'enfonce dans une crise politique comme beaucoup le craignent aujourd'hui.

Recommandations au gouvernement du Burkina Faso

- Au niveau politique, travailler à la formalisation d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme qui intègre des mesures de lutte contre l'extrémisme violent et habilite une agence désignée ou un comité pangouvernemental pour superviser sa mise en œuvre.
- ▶ Les mesures de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso ont progressé ces dernières années, et le gouvernement met en place toute une série d'activités qui pourraient sinon être considérées comme des efforts de lutte contre l'extrémisme violent. Il serait temps de consolider ces mesures en une stratégie cohérente et équilibrée qui intègre des mesures cinétiques et non cinétiques. Cette stratégie doit être équilibrée et proportionnelle à la menace, en mettant en avant les droits de l'homme et l'état de droit et en adaptant les normes mondiales au contexte burkinabè.¹⁰⁹ Cette stratégie doit constituer la base des demandes d'aide au renforcement des capacités liées à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent à court et à moyen terme.
- ▶ Dans le cadre de cette stratégie, introduire des programmes dans les centres de formation policière, de justice pénale et militaire qui intègrent des activités de lutte contre le terrorisme et contre l'extrémisme violent.
- ▶ S'attaquer aux facteurs incitatifs politiques et économiques afin d'affirmer l'État burkinabè comme source de résilience contre l'extrémisme violent et non un facteur.
- ▶ Faire en sorte que le gouvernement se consacre à nouveau à l'amélioration des normes de gouvernance en actualisant la politique nationale sur la bonne gouvernance du Burkina Faso et en s'engageant à l'appliquer de façon rigoureuse.
- ▶ Prendre des mesures supplémentaires pour réduire la corruption et améliorer la transparence et la responsabilité. Les rapports et recommandations des organes de supervision, tels que le REN-LAC, doivent être pris en compte et s'accompagner de mesures concrètes.
- ▶ Une réforme judiciaire devrait être une priorité particulière afin de démontrer la vitalité de l'état de droit et dissuader les Burkinabè d'agir en dehors du système judiciaire.
- ▶ Parmi les facteurs socioéconomiques, le chômage, en particulier chez les jeunes, pèse lourd. Au-delà des mesures économiques visant à générer de l'emploi, envisager des réformes du système éducatif, en particulier au niveau universitaire, afin d'améliorer les perspectives des diplômés sur le marché du travail. Consulter le secteur privé à ce sujet. Travailler avec la société civile pour créer des forums réels et virtuels et permettre aux étudiants de faire entendre leurs revendications.

¹⁰⁹ Bien que nous n'ayons pas abordé cette question dans ce rapport, pour les références liées aux « normes mondiales », voir le document de l'Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/60/288, 20 septembre 2006 (la *Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies*) ; le document du Conseil de sécurité de l'ONU, S/RES/1373, 28 septembre 2001 ; le document du Conseil de sécurité de l'ONU, S/RES/1624, 14 septembre 2005. La collaboration accrue du Burkina Faso avec les Nations Unies sur les questions de lutte contre le terrorisme constitue une évolution positive. Voir le document de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Activities of the United Nations System in Implementing the United Nations Counter-Terrorism Strategy: Report of the Secretary-General*, A/68/841, 14 avril 2014.

- ▶ Établir un partenariat avec la société civile pour organiser une enquête sur les écoles formelles et informelles. Utiliser ces données pour élaborer des programmes de base dans différents types d'écoles, avec pour objectif d'améliorer les niveaux d'instruction. Fixer l'objectif d'introduire des programmes sur la tolérance et la cohésion sociale dans toutes les écoles tout en améliorant l'éducation civique.
- ▶ Réformer les pratiques de gestion des terres par rapport aux priorités conflictuelles des agriculteurs et des gardiens de troupeaux, des mines et de la répartition des terres dans les environnements urbains.
- ▶ Prendre des mesures pour renforcer la confiance entre la police, les militaires et les civils, en engageant par exemple la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité.
- S'attaquer aux facteurs incitatifs culturels et prévenir l'émergence de facteurs d'attraction en pratiquant la laïcité et en facilitant l'élaboration d'un concept burkinabè de la laïcité.
- ▶ Réserver un espace au dialogue inter-religieux sur la base de la tolérance entre différents groupes. Exercer un leadership afin de renforcer ces valeurs dans le cadre des événements fondateurs pour la nation. Établir un partenariat avec la société civile pour assurer la légitimité et la crédibilité des dialogues inter-religieux menés par l'État.
- ▶ Développer les compétences des ministres concernés afin d'exercer une supervision appropriée des mosquées, des églises et des groupes religieux et réguler les flux transnationaux entre le Burkina Faso et les groupes religieux étrangers. Faire appel à la société civile pour développer des connaissances de base sur les institutions religieuses au Burkina Faso. Travailler avec les communautés religieuses pour encourager l'autorégulation parmi les différents groupes sur la base d'un

intérêt commun pour la tolérance, la paix et la stabilité.

Recommandations aux organisations de la société civile

- Développer les réseaux horizontaux pour faciliter le dialogue inter et intracommunautaire. Utiliser ces réseaux pour communiquer des informations sur l'identification des extrémistes et les modes de consultation à ceux qui sont particulièrement vulnérables à l'extrémisme. Exercer un leadership dans l'intérêt de la paix afin de sensibiliser les communautés aux dangers de la fragmentation.
- Travailler avec le gouvernement et les donateurs pour développer des programmes qui favorisent la cohésion sociale et les sources de résilience contre l'extrémisme violent, en particulier dans des secteurs essentiels tels que l'éducation et la participation politique et avec ces acteurs, notamment les jeunes.
- ▶ Documenter les sources de cohésion sociale et de résilience contre l'extrémisme violent et distribuer un guide qui pourrait être référencé par la société civile, le gouvernement et les fonctionnaires des états donateurs. Envisager d'utiliser les réseaux et institutions existants, tels que les associations pour la parenté à plaisanterie.
- Travailler avec les médias afin d'améliorer la supervision de l'action gouvernementale par la société civile et améliorer les niveaux de responsabilité. De plus, exploiter ces partenariats pour surveiller et évaluer la situation de la sécurité au Burkina Faso afin d'identifier l'émergence de l'extrémisme violent et faire en sorte que les voix de modération dominent le débat national.

Recommandations aux partenaires internationaux du Burkina Faso

- Soutenir le gouvernement du Burkina Faso dans l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte

contre le terrorisme avec des mesures de lutte contre l'extrémisme violent.

- ▶ Envisager une aide plus importante au renforcement des capacités que ce qui a été fourni pour faciliter la mise en œuvre de cette stratégie. Cette aide doit compléter les priorités existantes, telles que le développement de compétences des forces de sécurité et l'amélioration des contrôles aux frontières, avec une série de mesures de lutte contre le terrorisme, notamment des outils « traditionnels » de lutte contre le terrorisme, par exemple sur le financement de la lutte, et des initiatives spécifiques à la lutte contre l'extrémisme violent.
- Prendre en compte la vulnérabilité à l'extrémisme violent dans la détermination des priorités géographiques et les modes de mise en œuvre des programmes de développement. En conséquence de sa proximité avec le conflit au Mali, l'extrémisme a eu plus d'impact dans le nord que dans d'autres régions. L'aide au développement, qui a pour objectif secondaire d'améliorer la cohésion sociale (par ex., en engageant des locaux de religions et d'origines ethniques diverses dans la mise en œuvre), doit être favorisée dans la mesure du possible.
- Intégrer les sujets d'extrémisme violent dans l'aide technique et les mesures de renforcement des capacités qui impliquent les institutions de police et de justice pénale. La sensibilisation et des opportunités de formation spécifique sont nécessaires à court terme, mais une stratégie à plus long terme impliquerait d'intégrer des éléments de lutte contre l'extrémisme violent dans l'aide au renforcement des capacités.
- Soutenir les organisations de la société civile dans le développement de programmes visant à apaiser les tensions intra et intercommunautaires et à renforcer la cohésion sociale. Des programmes spécifiques ont été élaborés avec pour objectif de préserver la cohésion sociale. Ils doivent être examinés et leur impact évalué afin d'émettre d'autres sollicitations de propositions.
- Faire appel aux gouvernements donateurs et aux organisations multilatérales afin d'évaluer l'impact de l'aide au développement sur la progression de l'extrémisme violent et la façon dont les programmes peuvent être exploités à cette fin à l'avenir.

Le Global Center œuvre en coopération avec les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, pour concevoir et mettre au point des réponses complètes et durables aux défis de la sécurité internationale, dans le cadre de recherches collaboratives en matière de politique, de programmes adaptés au contexte, et du renforcement des capacités. En collaboration avec un réseau mondial d'experts praticiens et d'organisations partenaires, le Global Center facilite la formation de partenariats multilatéraux plus solides, et invite les parties prenantes clés à mettre en œuvre des politiques intégrées et inclusives en matière de sécurité aux niveaux national, régional et mondial.

Le Global Center œuvre plus particulièrement dans quatre domaines thématiques de programmes et d'engagement :

- politique de sécurité multilatérale
- lutte contre l'extrémisme violent
- justice criminelle et état de droit
- intégrité financière et inclusion

Dans tous ces domaines, le Global Center travaille en priorité avec des intervenants nationaux et régionaux, dans le souci du respect des droits de l'homme, et donne aux victimes de la violence et de la criminalité transnationale la possibilité d'orienter l'action internationale.

